



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun Svizra

Service de renseignement de la Confédération SRC

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE



Rapport annuel 2009
du Service de renseignement de la Confédération SRC

La sécurité de la Suisse

2009



Table des matières

Préface	5
Appréciation globale de la menace	7
1. Le terrorisme et l'extrémisme violent islamistes	19
1.1 Le terrorisme et l'extrémisme violent islamistes dans le monde	20
1.2 Le terrorisme et l'extrémisme violent islamistes en Suisse	29
1.3 Financement du terrorisme	35
2. Extrémisme violent	39
2.1 Extrémisme de droite	40
2.2 Extrémisme de gauche	46
2.3 Extrémisme de la cause animale	52
2.4 Groupes extrémistes violents de l'Europe du Sud-est	58
2.5 PKK	62
2.6 Extrémisme violent tamoul	66
3. Prolifération	71
4. Service de renseignement prohibé	77
5. Attaques visant l'infrastructure critique de l'information	83
Le nouveau Service de renseignement de la Confédération	91
Liste des abréviations	96

Préface

Depuis des années, la sécurité intérieure et la sécurité extérieure sont très étroitement liées. C'est en se fondant sur ce constat que le Parlement suisse a décidé, dans la loi fédérale sur le renseignement civil, de rattacher le service de renseignement intérieur et le service de renseignement extérieur à un même département. Le Conseil fédéral a franchi l'étape suivante et a regroupé ces deux services dans un nouvel office, le Service de renseignement de la Confédération, le SRC. Dorénavant, c'est le SRC qui accomplit les missions du renseignement civil et qui procède aux appréciations globales de la situation de la menace, comme l'exige la loi.

Le présent rapport, destiné au public, décrit pour la première fois la situation de la sécurité intérieure en la mettant en relation, dans sa première partie, avec les éléments que le SRC doit suivre à l'échelon international pour pouvoir détecter et analyser à temps les menaces qui peuvent en découler pour la Suisse. Après avoir commencé ses travaux il y a quelques mois, ce nouveau service publie ici une première appréciation globale de la situation. Le rapport relève les liens entre les risques indirects, qui comportent aussi des éléments positifs et des chances, et les menaces directes, qui peuvent toucher la Suisse et sa population. Le service de renseignement civil ne se préoccupe donc pas seulement des menaces immédiates qui peuvent peser sur la Suisse, mais aussi des développements stratégiques dans le monde pouvant représenter des dangers pour la Suisse.

Dans ce contexte, la question de « l'ennemi » joue un rôle secondaire. Les personnes qui demandent avec insistance, même après la fin de la guerre froide, que le nouvel ennemi soit désigné, semblent vouloir faire perdurer avec nostalgie l'ancien schéma qui se fondait sur des conditions simples et bien connues. Mais le monde a changé. Un service de renseignement doit s'adapter à ces changements et il se doit de relever les défis de cette évolution et même l'anticiper.

Ces derniers temps, la Suisse s'est trouvée confrontée, à divers niveaux, à des pressions qui ne faisaient jusqu'à présent pas partie du champ d'activité du SRC. Dans les mois à venir, la politique, de même que le public, devront donc se soucier des conditions cadres tant politiques que juridiques de la mission confiée au SRC. De premiers travaux ont été entrepris à cet effet avec la révision de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure et avec le mandat visant à créer une nouvelle loi globale sur le renseignement civil. J'espère que dans ce domaine aussi, la Suisse continuera à avancer sur la voie de la modernisation.

Département fédéral de la défense,
de la protection de la population et des sports DDPS



Ueli Maurer
Conseiller fédéral



Appréciation globale de la menace

Introduction

Le Service de renseignement de la Confédération (SRC) procède « à une analyse conjointe et globale de la menace » (art. 3, LFRC). Cette analyse englobe à la fois toutes les menaces de l'extérieur et toutes les menaces à l'intérieur de notre pays.

Le SRC présente ici une première appréciation globale à ce sujet. Cette présentation ne se limite cependant pas au seul domaine de la politique de sécurité. Elle comporte aussi une appréciation générale d'autres phénomènes importants pouvant causer des dommages significatifs à la Suisse. Des développements négatifs dans le domaine de l'économie font aussi partie de ce catalogue, de même que les conséquences de la politique des intérêts d'autres États pouvant nuire à la Suisse. Ce faisant, le Service de renseignement ne postule pas pour de nouvelles compétences. Il est conscient que l'appréciation de ces phénomènes ne peut être effectuée qu'en collaboration avec d'autres services de la Confédération.

La présente appréciation se fonde sur la situation au début du mois de mai 2010. Elle représente par conséquent une extension temporelle et du contenu des contributions de l'année 2009 présentées dans la deuxième partie de ce rapport, en application de la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI).

L'appréciation globale est divisée en trois parties: la première partie est consacrée à la description des phénomènes dans l'environnement stratégique de la Suisse, qui n'ont en général qu'une influence indirecte sur la situation de la menace; la deuxième partie relève les menaces et les dangers pouvant directement toucher la sécurité de la Suisse; la troisième partie, sous forme d'appréciation générale, reprend les points essentiels et les met en relation avec la situation dans son ensemble.

L'environnement stratégique de la Suisse

Décalages politico-économiques

Depuis la fin de la guerre froide, l'environnement de la politique de sécurité de la Suisse s'est considérablement modifié. La Suisse se situe dans la zone d'influence de l'Union européenne (UE), avec un espace juridique de plus en plus solide et un pouvoir économique important. Parallèlement, le poids économique se déplace en partie vers l'Asie (en particulier vers la Chine). Ces nouvelles puissances géoéconomiques et géopolitiques relativisent la position traditionnellement forte de la Suisse en tant que place économique et financière et limitent notre liberté d'action politique, en particulier en relation avec notre environnement proche, c'est-à-dire avec l'UE.

La crise économique en tant qu'expression des dangers de la globalisation de l'économie

La globalisation de l'économie a accru la prospérité de la Suisse. Mais elle génère aussi des dangers. La crise économique et financière des dernières années est la plus importante de-

puis 1929; un effondrement du système financier n'a pu être évité que de justesse. Les conséquences sont de taille. L'endettement actuel de nombreux États a atteint des dimensions jamais vues jusqu'à présent en temps de paix. Le risque d'insolvabilité de certains États devrait également s'accroître au cours des prochaines années en raison de divers facteurs, dont les charges supplémentaires auxquelles devront faire face les institutions de prévoyance. La Suisse ne pourra pas éviter les effets d'une crise de surendettement qui s'accroît au niveau international. Les conséquences possibles en sont non seulement d'importantes pertes au niveau économique, mais aussi une désécurisation de la population et une baisse de confiance dans les institutions de l'Etat.

Conséquences des conflits régionaux et de la désintégration des structures étatiques

En raison de notre forte présence à l'étranger et de la dépendance de notre pays de l'extérieur, de nombreux conflits régionaux concernent aussi les intérêts économiques et politiques de la Suisse (mouvements migratoires, exportation de conflits et de la criminalité, etc.). Des groupements de la diaspora peuvent impliquer la Suisse dans des conflits dont elle ne serait habituellement que peu touchée (par exemple, extrémisme violent de groupes kurdes ou tamoûls). Des conflits à l'étranger peuvent mettre en danger les voies de transport au niveau international et compromettre l'approvisionnement de la Suisse en biens importants. Le potentiel des dommages est différent selon le modèle du

La crise bilatérale avec la Libye comme exemple d'un développement peu prévisible:

en 2008, à la suite de l'arrestation à Genève du fils du chef de l'État libyen Mouammar Kadhafi, Hannibal, et de son épouse, la Suisse s'est retrouvée dans une crise bilatérale avec la Libye. Depuis, le gouvernement libyen lance par exemple des appels au boycott économique contre les intérêts de la Suisse. Cette crise a des conséquences dans plusieurs des catégories de menaces et de dangers présentées ici. Ce cas montre aussi comment la Suisse peut être soumise à des pressions au niveau international. Des événements de ce type sont possibles à tout moment. Simultanément, cette crise montre aussi à quel point les différentes catégories de menaces et de dangers peuvent s'influencer réciproquement et nécessiter finalement un engagement coordonné de tous les instruments à disposition.

conflit et la région dans laquelle il se produit. Alors que les conséquences directes du conflit entre la Géorgie et la Russie en 2008 étaient relativement faibles, les intérêts de la Suisse au niveau de sa sécurité ont été fortement touchés par les conflits qui ont eu lieu en Europe du sud-est au cours de la dernière décennie. L'instabilité du Pakistan et de l'Afghanistan touche aussi notre sécurité, par exemple par le biais du trafic de drogue et des activités terroristes toujours possibles.

Prolifération

Les conflits concernant les programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord se poursuivent. L'Iran continue à enrichir de l'uranium à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU. De nombreux États réalisent ou planifient des activités nucléaires dans le domaine civil. A l'avenir, ces activités pourraient aussi servir de base pour des programmes d'armes atomiques. Le développement de vecteurs puissants pour des armes de destruction

massive ainsi que la prolifération incontrôlée de ces armes se poursuit également.

La Suisse est concernée à plusieurs égards par la diffusion des armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Si de plus en plus d'États devaient détenir de telles armes, cela toucherait les intérêts de la Suisse, en particulier si notre pays se trouve à leur portée. Par ailleurs, l'engagement de ces armes partout dans le monde peut mettre en danger des citoyens et des citoyennes suisses ainsi que des intérêts de notre pays à l'étranger. La Suisse dispose d'un savoir considérable dans des domaines technologiques de pointe. Elle court donc le risque – au même titre que d'autres territoires comportant des industries de hautes technologies – d'être directement impliquée dans des efforts d'acquisition. La Suisse met donc tout en œuvre pour éviter toute exportation illégale ou critique de biens à double usage (dual-use) et de connaissances importantes au niveau de la prolifération. Ces dernières années, on observe un nombre croissant de tentatives d'acquisition de biens non contrôlés dont les paramètres techniques se situent à peine en-deçà du domaine de contrôle. De tels biens peuvent être soumis à l'obligation de déclaration grâce aux prescriptions dites « catch-all » de l'ordonnance sur le contrôle des biens. Si les activités d'acteurs internationaux destinées à utiliser notre place économique et financière en faveur de la prolifération ne sont pas combattues avec efficacité, des conséquences politiques et économiques extrêmement préjudiciables peuvent en résulter. La prolifération comporte un potentiel de déstabilisation tout en renforçant des facteurs de pouvoir politique qui s'opposent aux efforts politiques entrepris pour le maintien de l'ordre.

Prévention par le SRC: les activités de renseignement prohibé ou les tentatives de prolifération profitent du fait que les personnes lésées ou abusées n'ont souvent qu'une perception limitée du danger ou qu'elles n'ont pas conscience des méthodes d'acquisition utilisées par les acteurs. Compte tenu des relations étroites que la Suisse entretient au niveau international, il est de plus en plus important d'aborder ce thème avec des entreprises et des institutions de recherche et de les sensibiliser à ces questions. En automne 2004, l'ancien Service d'analyse et de prévention a lancé le programme Prophylax, destiné à la prévention et à la sensibilisation dans les domaines de la prolifération et de l'espionnage économique. Le SRC poursuit ce programme et va même le développer. A ce jour, en collaboration avec les services cantonaux de protection de l'État, plus de 800 contacts ont été établis et des visites effectuées dans des entreprises. Depuis 2009, des visites sont aussi organisées dans des universités et des laboratoires de recherche. Une priorité est également accordée à la sécurité de l'information.

Conséquences de la mobilité croissante sur la sécurité des Suisses à l'étranger

Avec la globalisation, la mobilité internationale a considérablement augmenté, notamment celle des citoyennes et des citoyens suisses. Actuellement, près de 700 000 Suisses établis à l'étranger sont enregistrés au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), le nombre de courts séjours à l'étranger est évalué à un million par année, le nombre de voyages à 16 millions. A l'étranger, les Suisses peuvent être confrontés à des dangers très divers tels que des attentats, des enlèvements, des catastrophes naturelles ou des crises politiques pouvant aller jusqu'à la nécessité d'organiser leur évacuation. En règle générale, ces événements ne sont pas directement dirigés contre la Suisse et à eux seuls, ils ne représentent pas une menace stratégique. Mais le fait qu'ils se produisent généralement de manière inattendue peut entraîner une surcharge considérable au niveau des institutions de l'État. La pression sur le gouvernement pour s'occuper des victimes peut devenir très forte, même si la gravité de l'événement en soi ne justifierait pas qu'il soit traité au même titre qu'une crise.

Sécurité de l'approvisionnement en énergie

L'approvisionnement en énergie de la Suisse est fortement tributaire des importations de matières premières de l'étranger. Près de 80 pour-cent des agents énergétiques doivent être importés (pétrole, gaz, uranium). Cette dépendance implique une coopération très étroite, en particulier avec l'UE. En raison de la consommation croissante d'énergie au niveau mondial et de la concentration des matières premières

sur un relativement petit nombre de régions de production, les conflits pour ces ressources augmentent. La Russie, par exemple, utilise le gaz comme moyen de pression politique et économique; l'OPEP limite l'offre de pétrole. Ce fait altère le commerce et entraîne une augmentation des prix. La Suisse fait partie des plus grandes places financières et de commerce de matières premières du monde. Des entreprises étrangères d'énergie utilisent souvent notre pays comme base opérationnelle pour effectuer des transactions peu transparentes. Cela peut nuire à la réputation de la Suisse en tant que place financière et commerciale, créer des désavantages au niveau économique ou provoquer des tentatives de pression de la part de l'étranger.

Menaces et dangers directs pour la Suisse

Terrorisme

Le terrorisme continue à représenter une des menaces les plus actuelles. Toutefois, du point de vue de la probabilité d'occurrence et du volume réellement possible des dommages, il doit être abordé de manière différenciée.

- Le terrorisme djihadiste reste essentiellement dirigé contre des gouvernements et des populations de pays islamiques ainsi que contre des États occidentaux, et leurs populations, présents avec des troupes dans les pays islamiques. La Suisse n'est toujours pas une cible principale du terrorisme djihadiste. Des attentats, en particulier contre des intérêts de pays tiers en Suisse, ne peuvent toutefois pas totalement être exclus. Des informations indiquent aussi que la Suisse est utilisée comme zone de retraite et de préparation. Il existe aussi un risque de recrutement de personnes de communautés de la diaspora vivant en Suisse. Ces personnes, après avoir été formées au djihad à l'étranger, peuvent devenir actives en Suisse.

L'acceptation de l'initiative populaire contre la construction de minarets n'a que très faiblement accru la situation de la menace. Il s'agit toutefois d'observer d'un œil critique si la perception de la Suisse comme « ennemie de l'Islam » s'accroît dans les pays islamiques. Cela pourrait entraîner une augmentation de la probabilité d'actions violentes de la part d'extrémistes ou d'actes terroristes contre des intérêts de la Suisse.

Des groupements terroristes ethno-nationaux tels que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ou les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) visent la libération d'un peuple ou d'un territoire. De leur point de vue, leur ennemi est un régime répressif ou une puissance d'occupation étrangère. Les activités de ces groupements sont en priorité dirigées contre cet ennemi, le cas échéant aussi contre les intérêts de ce dernier en Suisse. Les attentats terroristes sont utilisés comme un moyen de la stratégie de guérilla. En Suisse, la mobilisation d'adhérents et de sympathisants s'effectue en premier lieu dans le cadre de la communauté correspondante de la diaspora. Dans ce cas, les activités sont consacrées à la collecte d'argent, au recrutement et à la formation de personnes ainsi qu'à l'organisation de manifestations et d'appels. Ces activités sont destinées au soutien financier et logistique du combat mené dans le pays d'origine, au recrutement de nouveaux activistes et combattants ainsi qu'à la propagande et au lobbying. Des intérêts suisses à l'étranger courent potentiellement aussi le risque d'être touchés par des attentats contre de prétendus occupants, par exemple contre des installations de l'État ou contre des centres touristiques.

- La probabilité d'attentats terroristes perpétrés par des individus isolés est difficile à évaluer et par conséquent pour ainsi dire impossible à éviter globalement. Les auteurs de

tels actes peuvent être motivés par des éléments idéologiques très divers (djihadistes, ethno-nationaux, etc.) ou par des mobiles purement personnels. Internet participe aujourd'hui grandement à la diffusion de ces idéologies.

- Bien que des représentants du noyau dur d'Al-Qaïda aient à plusieurs reprises manifesté leur intérêt à posséder et à utiliser des armes de destruction massive, le SRC estime qu'à moyen terme, cette menace est relativement faible. Pour les terroristes, il est extrêmement difficile d'acquérir de telles armes et de les utiliser avec succès. La possibilité d'utiliser des substances chimiques, biologiques ou radiologiques de manière improvisée, par exemple sous forme de « bombe sale », paraît plus vraisemblable, mais le potentiel de dommages psychologiques en est certainement plus élevé que l'importance de dommages matériels directs.

Le terrorisme est un phénomène de longue durée qui met en danger l'ordre politique, économique et culturel tant international que national. En Suisse, il ne devrait atteindre une dimension stratégique ou de mise en danger de l'État que si les groupements terroristes réussissent à utiliser des armes nucléaires ou certaines armes biologiques avec succès. Actuellement, cette probabilité paraît peu vraisemblable. Des actes terroristes, même s'ils ne représentent pas une menace directe et existentielle pour la Suisse, peuvent par contre entraîner une sur-réaction de l'État et de la société et, dans le pire des cas, remettre en question les valeurs fondamentales de notre pays. En Suisse, une telle évolution ne

doit cependant pas non plus être envisagée pour le moment.

La détection et la prévention du terrorisme, en Suisse, n'est possible que de manière limitée en raison de la situation juridique et des ressources à disposition. En cas d'attentat concret avec des ramifications en Suisse ou contre des intérêts étrangers en Suisse, les États concernés pourraient exercer des pressions massives sur notre pays.

Pressions politiques ou économiques directes sur la Suisse

La Suisse se retrouve régulièrement confrontée à des pressions politiques et économiques. Ces derniers temps, c'est avant tout la place financière qui en a été la cible. Mais d'autres États exercent aussi des pressions sur la Suisse pour qu'elle applique les mesures qui ont été décidées dans le cadre de sanctions. Ces pressions, qui se sont accrues ces derniers temps, ont pour origine les modifications intervenant au niveau du pouvoir géopolitique et géoéconomique mentionné ci-devant.

Ces développements ne représentent pas une menace de notre sécurité au sens classique du terme. Ils se produisent en principe dans un environnement dont la stabilité profite à la Suisse. En fait, ils relèvent d'une politique classique d'intérêts de la part d'États qui n'ont pas d'intentions belliqueuses à l'égard de la Suisse. Mais notre pays, avec son assise relativement faible au niveau inter- et supra-institutionnel, est particulièrement vulnérable dans ce contexte. Si la Suisse ne trouve pas de réponses politiques à cet environnement en mutation, le dommage politique et économique potentiel de

ce développement peut à long terme être très préjudiciable à notre pays. Le résultat pourrait en être une perte croissante de la capacité politique d'agir et des désavantages entraînant d'importantes pertes économiques.

Service de renseignement prohibé

Les activités de renseignement prohibé peuvent toucher la souveraineté d'un État et peuvent provoquer d'importants dommages, aussi dans le domaine économique. Des institutions suisses du monde de l'économie, de l'administration, de la politique ainsi que des entreprises

Attaques contre l'infrastructure sensible de l'information (cyber-attaques):

notre infrastructure de l'information fait partie des infrastructures sensibles. Elle est d'une part vulnérable en tant que telle et, d'autre part, elle sert de levier de commande pour d'autres infrastructures sensibles, par exemple le réseau électrique. L'endommager ou en abuser peut être un sous-élément faisant partie de presque toutes les catégories de menaces et de dangers et peut même les renforcer. Pour l'appréciation globale de la menace, cet élément revêt donc une importance particulière. Le potentiel de dommages pourrait atteindre des dimensions qui mettent tout le système en danger. L'utilisation de maliciels se professionnalise de plus en plus.

Les motifs des cybercriminels ne sont pas toujours l'enrichissement personnel, ils poursuivent aussi des buts politiques ou de renseignement. Les auteurs peuvent par conséquent aussi être des acteurs étatiques. Ces derniers temps, par exemple, plusieurs attaques concentrées ont été perpétrées contre l'infrastructure informatique de l'administration fédérale. Pour contrer une attaque visant le réseau TI du DFAE, ce dernier a dû être déconnecté d'Internet pendant un certain temps.

Par ailleurs, les utilisatrices et les utilisateurs n'appliquent pas avec suffisamment de conséquence les moyens de protection des systèmes et réseaux TI. Ils ne le font pas pour des questions de commodité ou pour des raisons d'efficacité. Les efforts de protection peuvent aussi échouer par manque de ressources ou par manque de conscience des dangers.

privées sont la cible de services de renseignement étrangers. Des recherches illégales d'informations concernant des opposants d'Asie, du Maghreb et du Proche-Orient qui vivent en exil en Suisse se poursuivent. Les organisations internationales installées en Suisse sont aussi un aimant pour les services de renseignement étrangers. La crise financière, et la perte de revenus d'impôts qui en a résulté, a incité certains États à rechercher activement des informations pour découvrir en Suisse de l'argent que leurs citoyens ont soustrait au fisc. Enfin, au niveau mondial, il s'avère que les réseaux informatiques sont également tributaires d'espionnage à l'aide de méthodes de plus en plus sophistiquées et performantes. Des informations provenant du secteur financier doivent être considérées comme particulièrement critiques pour la Suisse. Elles minent la liberté d'action du gouvernement et portent atteinte à la place financière.

Extrémisme violent

Les activités d'extrémistes peuvent menacer la sécurité intérieure de la Suisse. Les différentes formes de l'extrémisme violent sont fortement influencées par les conditions nationales, mais elles sont aussi marquées par les contacts que ses acteurs entretiennent au niveau transnational. L'extrémisme de droite et l'extrémisme de gauche, ainsi que d'autres extrémismes, restent aussi d'actualité en Suisse. Ces phénomènes doivent être observés de près pour que le potentiel d'activités violentes de la part d'organisations extrémistes puisse être détecté à temps et que ces actions puissent être empêchées. Actuellement, en Suisse, aucun des extrémismes

cités n'a cependant atteint une dimension stratégique pouvant menacer l'État. Mais les dommages potentiels que l'extrémisme violent peut causer au niveau local restent considérables et ils ont souvent des conséquences directes pour la population. Les relations entretenues par les milieux suisses d'extrême gauche avec des groupements terroristes de gauche à l'étranger revêtent en particulier une grande importance. Les tenants et les aboutissants de l'attentat à l'explosif manqué contre un laboratoire de recherche en nanotechnologie, en avril 2010, n'ont pas encore été élucidés à la parution du présent rapport, mais ce cas démontre une fois de plus la menace qui émane de groupes extrémistes violents. Depuis 2006, la Suisse est aussi de plus en plus souvent touchée par l'extrémisme de la cause animale. En 2009, dans notre pays, la campagne Stop Huntingdon Animal Cruelty (SHAC), dont l'objectif est la fermeture de l'entreprise britannique d'expérimentation animale Huntingdon Life Sciences (HLS), a presque exclusivement été menée par des actions criminelles. Si la violence de la part de groupes extrémistes devait durablement être utilisée contre des cibles économiques, les entreprises visées pourraient avoir à déplorer d'importantes pertes dans leur secteur.

Criminalité et violence

En Suisse aussi, la criminalité et la violence contre l'intégrité corporelle et la vie font partie de la réalité quotidienne. Le crime organisé comporte un potentiel pouvant mettre en danger tout le système, alors que d'autres phénomènes ne font pas courir ce risque ou n'atteignent pas de telles dimensions stratégiques. Mais ces phé-

nomènes, par exemple le grand nombre de cambriolages, la violence des jeunes ou la violence apolitique surtout dans le domaine du football, influencent le sentiment de sécurité que ressent la population et exigent l'engagement d'importantes ressources de la police.

L'appréciation suivante sur le crime organisé dans notre pays a pour l'essentiel été reprise du rapport annuel de l'Office fédéral de la police: pour la Suisse, les groupements du crime organisé les plus importants proviennent de la Communauté des États indépendants (CEI), de Géorgie, d'Europe du sud-est, d'Afrique de l'Ouest et d'Italie. Mais des groupements d'autres ressortissants (République dominicaine, Chine, Liban, Maghreb, Turquie, Jamaïque) sont aussi actifs en Suisse ou entretiennent des contacts dans notre pays.

En Suisse, certains groupes du crime organisé sont pour l'essentiel actifs dans le domaine de la petite criminalité (par exemple, trafic de drogue dans la rue, cambriolages, brigandages). Ils menacent donc la sécurité de la vie quotidienne et ces activités ainsi que leurs auteurs sont directement perçus par les citoyennes et les citoyens. Ce constat est notamment valable pour les groupes provenant d'Afrique de l'Ouest, d'Europe de l'Est et du sud-est et de Géorgie. D'autres groupes, en particulier ceux de la CEI et d'Italie, utilisent plutôt la Suisse à des fins de logistique, pour le blanchiment d'argent ou comme zone de repli. Leurs activités peuvent mettre en danger la liberté de concurrence ou l'indépendance d'institutions de l'État de droit. En règle générale, ces groupes sont moins visibles, mais leurs actes criminels ou violents peuvent se manifester à n'importe quel moment.

Le crime organisé n'a pas seulement de conséquences négatives directes telles que corruption, trafic d'êtres humains, brigandages, infractions contre la propriété ainsi que la criminalité liée à la drogue, mais charge aussi les autorités de justice et de poursuite pénale de cas complexes et met la politique sous pression au niveau international. Si la place financière et économique de la Suisse devait en être altérée, la réputation et l'attrait que représente la stabilité de notre pays en souffrirait. Les transactions financières et les investissements suspects provenant de pays critiques ou de réseaux transnationaux, en particulier dans le domaine du trafic de drogue, doivent donc être suivis de très près. Des personnes entretenant des contacts avec le crime organisé tentent de manière réitérée de s'établir en Suisse. Ce fait doit également faire l'objet d'une attention particulière.

Menace militaire

A l'heure actuelle, une guerre au centre de l'Europe est improbable. Mais des conflits militaires à la périphérie de l'Europe, comme celui qui est survenu entre la Russie et la Géorgie en 2008, peuvent se produire à court terme. Ces conflits n'entraînent pas une menace militaire directe pour la Suisse. Mais à long terme, la situation de la menace en Europe peut s'en trouver modifiée. Deux facteurs sont importants à cet égard: les changements au niveau de la fonction de stabilisation en matière de politique sécuritaire de l'OTAN et de l'UE en Europe et le développement politique et militaire de la Russie. Les développements dans ce domaine peuvent être suivis et analysés sur le plan du renseignement.

La prolifération d'armes de destruction mas-

sive et de leurs vecteurs à longue portée peut aussi devenir une menace militaire directe pour la Suisse. Les développements dans ce domaine peuvent intervenir très rapidement et ils sont souvent difficiles à détecter avec les moyens du renseignement. Le combat coordonné qui est mené au niveau international contre la prolifération représente par conséquent une contre-mesure de toute première importance.

Appréciation globale

Dans une perspective de long terme, la Suisse se trouve toujours dans une situation très stable. Les menaces et les dangers cités sont réels, mais ils ne peuvent atteindre des dimensions stratégiques ou de mise en danger de l'État que dans certaines conditions particulières, c'est-à-dire entraver durablement la liberté d'action ou l'approvisionnement du pays, mettre durablement en danger la sécurité de la population, etc. Il est indispensable que ces menaces fassent l'objet d'une prévention pour empêcher qu'elles se renforcent réciproquement et deviennent incontrôlables.

Dangers émanant de l'environnement stratégique

- La lente diminution de la liberté d'action de la Suisse par rapport à son environnement géopolitique est un danger réel et pourrait, à long terme, comporter un potentiel de dommages stratégiques.
- La crise menaçante du surendettement peut porter atteinte à l'économie de la Suisse et à la cohésion de la société.
- Les conflits régionaux peuvent avoir de nombreuses conséquences pour la Suisse, et cela dans les domaines de la migration, du terrorisme, de la prolifération, etc.
- Les activités de prolifération réalisées dans notre pays peuvent, à l'avenir, se diriger directement contre nous sous forme d'armes de destruction massive et de vecteurs à longue portée. Ces activités, mais aussi les agissements d'organisations terroristes ou d'organisations criminelles ainsi que de services de renseignement étrangers dans notre pays mettent en danger la place financière et économique et exposent la Suisse à des pressions internationales.
- L'augmentation de la mobilité a pour conséquence que de plus en plus de Suisses à

l'étranger courent le risque d'être victimes d'attentats, d'enlèvements ou de catastrophes naturelles.

- La dépendance de la Suisse de matières premières et d'importations d'énergie rend notre pays vulnérable aux tentatives de pressions pouvant être exercées par la politique d'intérêts d'autres États.

Menaces et dangers directs

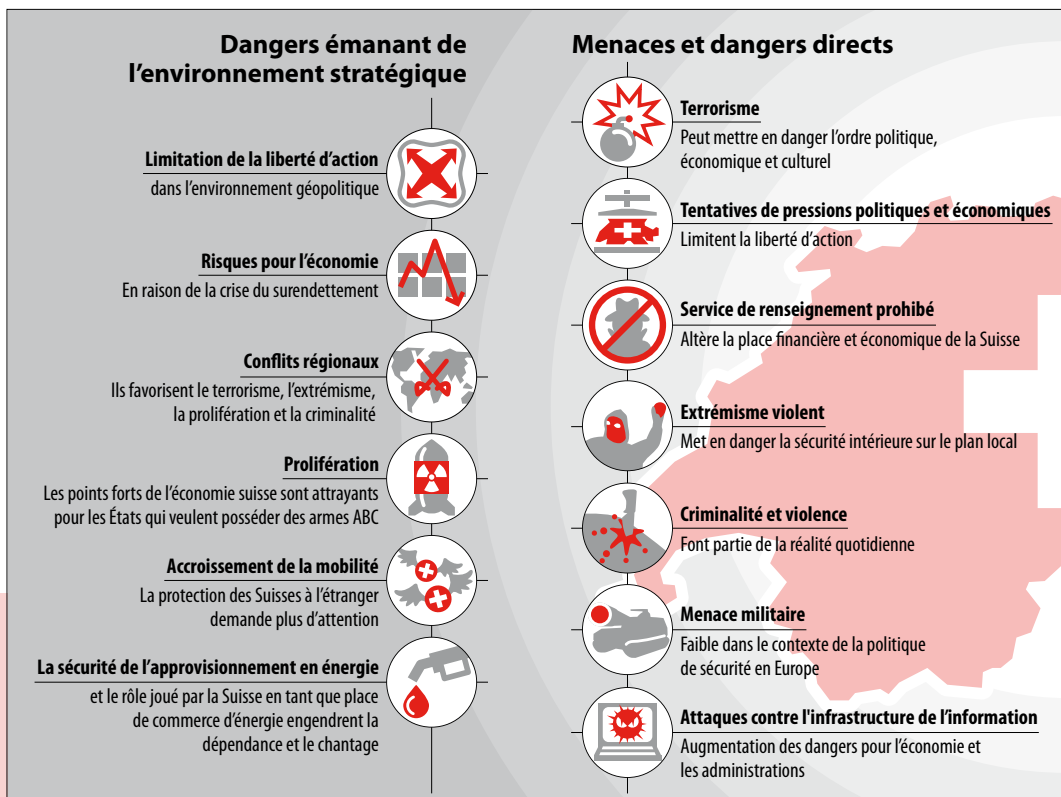
- Aujourd'hui, la menace qui émane du terrorisme ne met pas l'État en danger. Un attentat en Suisse reste toujours possible, mais une sur-réaction à un tel événement pourrait à long terme déterminer avec plus de force le volume des dommages que l'attentat lui-même. Une utilisation avec succès d'armes de destruction massive reste peu vraisemblable.
- Les tentatives de pressions politiques et économiques de l'étranger sont un élément de la politique des intérêts étatiques. Ces pressions peuvent limiter la liberté d'action de nos autorités et toucher nos intérêts nationaux.
- Le service de renseignement prohibé mine la souveraineté d'un État. Mais l'espionnage

économique peut aussi altérer la capacité de concurrence d'entreprises implantées en Suisse et mettre en danger la place financière et économique suisse.

- En Suisse, l'extrémisme violent entraîne essentiellement des problèmes de sécurité au niveau local et met en danger, notamment en ce qui concerne l'extrémisme violent de gauche et de droite, la tranquillité et l'ordre publics.
- La criminalité et la violence n'atteignent pas, en Suisse, une dimension mettant l'État en danger. Le crime organisé pourrait potentiellement atteindre une importance stratégique.
- Aucune menace militaire ne pèse actuellement sur la Suisse. En Europe, une guerre qui toucherait aussi le territoire suisse est à terme peu vraisemblable. Par contre, une menace par des armes de destruction massive et des vecteurs à longue portée pourrait se développer à moyen terme.
- Les attaques contre l'infrastructure sensible

de l'information (cyber-attaques) peuvent renforcer d'autres formes de menaces et atteindre des dimensions qui peuvent potentiellement mettre en danger le système en place.

Toutes ces menaces et tous ces dangers pour la Suisse requièrent des efforts accrus du service de renseignement. Ce dernier est soit directement soit subsidiairement responsable de contribuer à les éviter. Les exigences à son égard sont claires: il s'agit, en collaboration avec les partenaires de la Confédération et des cantons, de détecter à temps de nouvelles menaces et d'évaluer, aussi globalement que possible, les dangers d'un environnement de plus en plus complexe, d'analyser les données et de prendre les mesures nécessaires pour combattre et pour éviter ces dangers. En plus des capacités, des moyens et des ressources pour le faire, il est important que la politique et la population accordent à ce domaine l'attention requise. ■



1. Le terrorisme et l'extrémisme violent islamistes

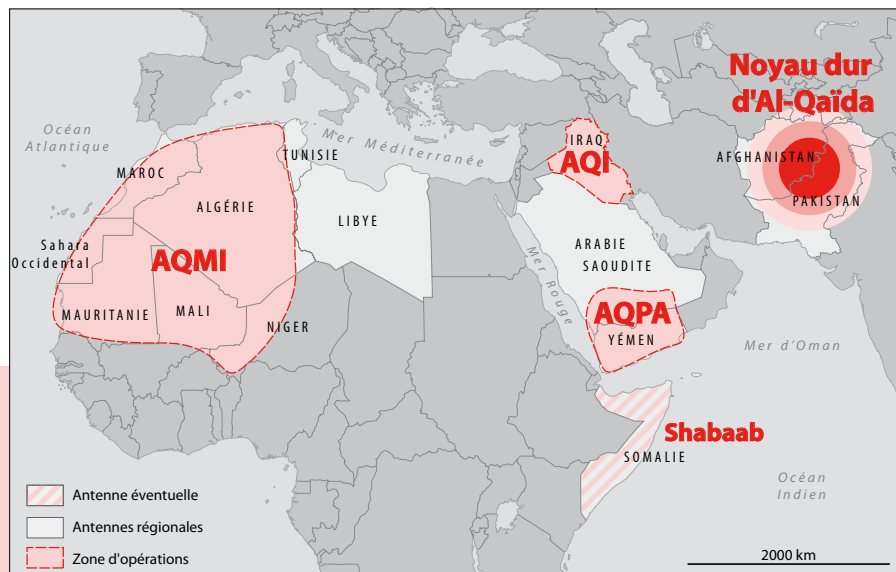
1.1 Le terrorisme et l'extrémisme violent islamistes dans le monde

LES ÉVÉNEMENTS

- 1^{er} janvier** Le chef des opérations du noyau dur d'Al-Qaïda, Oussama Al-Kini, est tué par une attaque aérienne des Etats-Unis au Waziristân du Sud. Al-Kini était notamment soupçonné d'avoir pris part aux attentats contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie en 1998 et contre l'hôtel Marriott à Islamabad en 2008.
- 19 janvier** Le noyau dur d'Al-Qaïda diffuse, via son organisme médiatique al-Sahab, une vidéo pour la première fois en grande partie en allemand. Dans cette vidéo intitulée « Das Rettungspaket für Deutschland » (le kit de sauvetage de l'Allemagne), le citoyen allemand d'origine marocaine Bekkay Harrach, alias Abu Talha l'Allemand, menace les Allemands d'attentats directs sur des cibles allemandes au pays et à l'étranger si l'Allemagne ne retire pas ses troupes d'Afghanistan.
- 22 janvier** Une bande criminelle locale enlève quatre touristes européens à la frontière entre le Mali et le Nigéria. Les otages, une Allemande, un Britannique et un couple suisse, sont ensuite emmenés sur territoire malien et remis à un groupe d'Al-Qaïda dans le Maghreb islamique (AQMI) opérant dans la zone saharo-sahélienne. Le 21 avril, les deux femmes sont libérées dans le cadre de négociations visant la libération de deux otages canadiens. Les Canadiens avaient quant à eux été enlevés en décembre 2008 par un autre groupe d'AQMI au Niger. A la fin mai, le groupe d'AQMI exécute l'otage britannique, le Royaume-Uni n'ayant pas répondu à ses exigences. Le 10 juillet, les kidnappeurs libèrent le dernier otage suisse, après six mois de captivité sur sol malien.
- 23 juin** Deux membres d'une cellule mauritanienne d'AQMI assassinent un citoyen américain travaillant pour une organisation non gouvernementale. Dans leur revendication faite par le service d'information d'AQMI, ils justifient ce meurtre par le fait que la victime prêchait la foi chrétienne.

- 8 août** Un membre de la cellule d'AQMI opérant dans la zone sahélienne commet un attentat-suicide sur le territoire de l'ambassade de France à Nouakchott, la capitale de la Mauritanie. Deux policiers français et une citoyenne mauritanienne sont légèrement blessés dans l'attentat, revendiqué par AQMI dans un communiqué de presse à la mi-août.
- 14 septembre** Le chef de l'Union du Djihad islamique (UDI), Najmiddin Jalolov, est tué par un drone américain près de Mir Ali, au Waziristân du Nord (Pakistan). Dans un communiqué publié sur un site Web djihadiste turc, l'UDI laisse entendre qu'Abdullah Fatih aurait été désigné comme successeur de Jalolov.
- 26 novembre** Un citoyen français est enlevé à son domicile dans la région de Menaka (Mali).
- 29 novembre** Trois citoyens espagnols travaillant pour une organisation non gouvernementale sont enlevés en Mauritanie, sur la route menant de Nouadhibou à Nouakchott.
- 18 décembre** Un couple italien est kidnappé près de Kobeni, au sud de la Mauritanie.
- 25 décembre** Le Nigérian âgé de 23 ans Abdul Faruk Abdulmuttalab tente de faire exploser une substance appelée nitropentane (PETN) sur le vol 253 de la Northwest Airlines, reliant Amsterdam à Détroit. La charge explose suite à un problème du détonateur, qui ne produit qu'une flamme éclair. L'organisation d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) revendique cet attentat manqué.

Aperçu des zones d'opérations et des antennes d'Al-Qaïda



LA SITUATION

Noyau dur d'Al-Qaïda

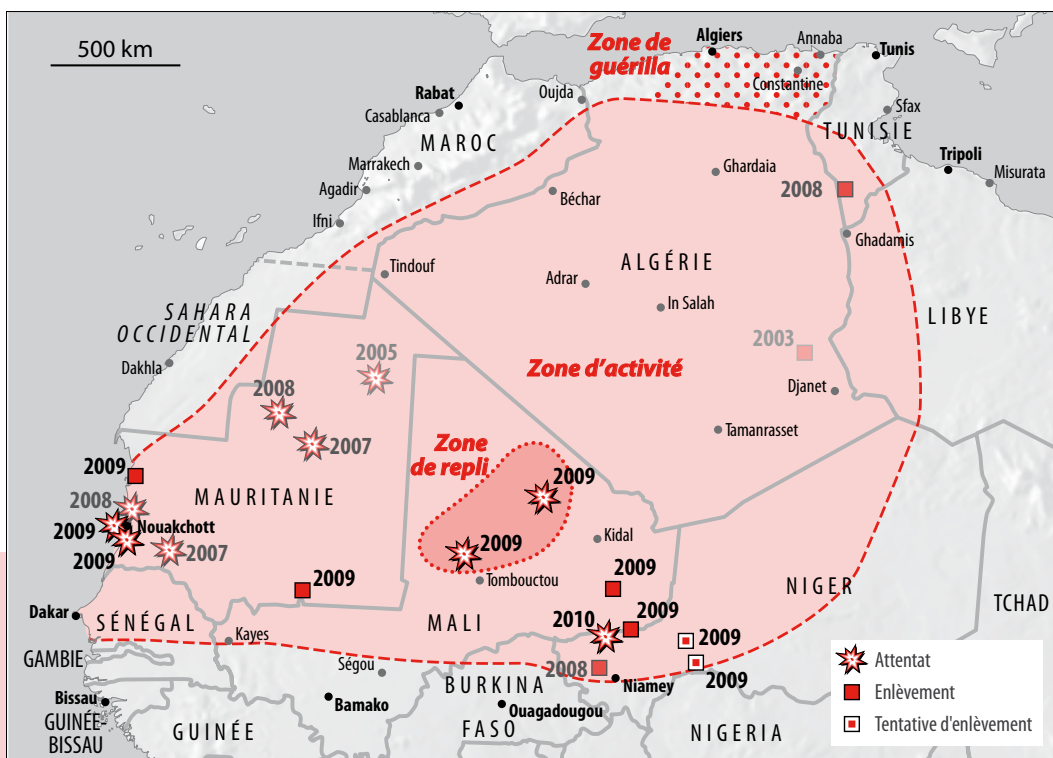
Le noyau dur d'Al-Qaïda désigne les rares personnes qui n'ont pas été arrêtées ou tuées et qui faisaient partie d'Al-Qaïda en 2001, avec son idéologie internationaliste, ainsi que les successeurs directs de ceux qui, pour les raisons susmentionnées, ne sont plus présents. Il comprend ses fondateurs, Oussama ben Laden et Ayman al-Zawahiri, ainsi qu'une douzaine de leurs gens de confiance. Les attaques aériennes des Etats-Unis dans la zone frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan en 2009 ont à nouveau tué des dirigeants de ce noyau dur. De plus, l'armée pakistanaise a mis la zone de retrait du noyau dur d'Al-Qaïda sous pression avec l'offensive sur le Waziristân commencée en octobre.

Pour contre-attaquer, le noyau dur d'Al-Qaïda s'est mis à collaborer de plus en plus avec des groupes locaux et à maintenir, par la propa-

gande, l'image d'un réseau terroriste à l'échelle mondiale. Au niveau local, dans la région frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan, le noyau dur a été principalement actif dans la formation militaire et idéologique des combattants, et a soutenu les camps d'entraînement d'autres groupes militants, parmi lesquels l'UDI et le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO). En 2009, le conflit en Afghanistan est resté sa principale zone d'opération.

AQMI

Les forces de sécurité algériennes ont soumis les groupes d'AQMI actifs dans les maquis au nord du pays à une pression constante, ce qui a limité leur marge de manœuvre. Sur la défensive, ils ont concentré leurs actions principalement contre des représentants de l'autorité algérienne (police, gendarmerie, gardes communaux), menant de nombreuses attaques ci-



blées et embuscades contre ces derniers. Aucun attentat-suicide n'est à déplorer pour l'année sous revue, et aucune des attaques qu'ils ont réussi à mener tout au long de l'année n'a visé de cible étrangère ou occidentale.

Dans la zone saharo-sahélienne en revanche, les groupes d'AQMI qui y opèrent ont réussi à perpétrer une série d'actions terroristes visant les intérêts occidentaux. Ces groupes font en effet preuve d'un dynamisme particulier. Ce dernier s'explique d'une part par l'absence de contrôle étatique des territoires saharo-sahéliens, qui permet aux groupes d'AQMI de se déplacer librement et leur laisse une grande liberté de manœuvre pour se livrer à tout type d'activités illégales. Ce dynamisme s'explique d'autre part par les moyens financiers substantiels dont jouissent ces groupes, dérivant des revenus générés par les trafics et les rançons. Ces conditions favorables permettent aux groupes d'AQMI présents au Mali d'agir également dans d'autres pays de la région.

Les opérations terroristes effectuées pendant l'année sous revue dans la zone saharo-sahélienne se sont aussi renforcées. Pour la première fois, AQMI, par le biais de ses groupes actifs dans le Sahel, a assassiné un ressortissant occidental après l'avoir enlevé (mai 2009) et a perpétré un attentat-suicide (août 2009) en Mauritanie, hors des frontières algériennes. Ces actions revêtent un rôle fondamental pour la visibilité médiatique d'AQMI dans son ensemble, car elles lui permettent d'obtenir un fort retentissement médiatique et de prouver à la mouvance djihadiste internationale que sa lutte s'inscrit bel et bien dans une logique internationaliste et non uniquement algérienne. Ce faisant, AQMI

franchit une étape supplémentaire qui lui permet de confirmer sa volonté de s'inscrire dans le combat djihadiste international sous l'idéologie d'Al-Qaïda, dont elle se présente comme la branche maghrébine.

La Somalie et l'organisation d'AQPA

Depuis quelques années, on a pu constater que la Somalie prenait une grande importance stratégique dans le discours du mouvement djihadiste mondial et devenait une terre de djihad, en particulier pour Al-Qaïda. Ce phénomène s'est encore accentué au cours des derniers mois de l'année sous revue. En Europe, le nombre de personnes qui se sont rendues en Somalie pour participer au djihad a augmenté, ainsi que le nombre de réseaux logistiques et de financement. Pour les aspirants djihadistes, somaliens ou non, ce pays est en passe de devenir l'une des principales terres de djihad, ce qui aura des répercussions sur la diaspora somalienne et sur tout individu susceptible de radicalisation.

L'auteur de l'attentat manqué sur un vol de ligne aux Etats-Unis avait séjourné durant une longue période à Sanaa, au Yémen, en 2009. AQPA a d'ailleurs revendiqué son attentat. Elle avait trouvé en la personne d'Abdulmuttalab l'un des volontaires bénéficiant de la confiance occidentale qui possédait un visa pour les Etats-Unis.

Un message vidéo rendu public en janvier 2009 entérinait l'accord entre Al-Qaïda au Yémen et les djihadistes saoudiens pour former l'organisation AQPA. Cela n'a en rien augmenté la fréquence des attentats. Outre l'attentat manqué à la bombe sur le vol Amsterdam-Détroit, pendant l'année sous revue, AQPA a

revendiqué deux attentats-suicides les 15 et 18 mars perpétrés dans la province orientale de l'Hadramaout et à Sanaa contre des citoyens de Corée du Sud, un attentat manqué contre le ministre de l'intérieur saoudien dans la nuit du 27 au 28 août dans sa résidence de Djeddah, et une embuscade le 3 novembre, dans la province de l'Hadramaout, ayant coûté la vie à au moins cinq personnes, parmi lesquelles trois agents de sécurité de haut rang. Cette dernière attaque peut être qualifiée d'attaque de représailles et montre, comme les autres attentats, qu'AQPA vise avant tout des cibles régionales au Yémen et en Arabie Saoudite. Toutefois, en plus de mettre l'accent sur les cibles représentant des intérêts occidentaux dans la région, AQPA saisira aussi les possibilités dont elle peut tirer profit sur la scène internationale, comme celle que lui avait offerte Abdumuttalab.

L'islamisme en Europe du Sud-est

Dans quelques pays d'Europe, on observe un renforcement des activités de groupes islamistes originaires de l'Europe du Sud-est. On considère qu'ils représentent une menace potentielle élevée, une radicalisation croissante s'apparentant dans certains cas au djihadisme. On constate en particulier une tendance au takfirisme. Un takfir consiste, pour un musulman, à traiter un autre musulman de mécréant, légitimant ainsi le meurtre d'un présumé apostat. Il s'agit là d'un élément essentiel de la doctrine djihadiste, puisqu'il constitue une condition importante de la justification d'un acte violent ou terroriste. Il est souvent lié au retrait dans un groupe marginal, comme l'exil du prophète Mahomet qui est parti, en 622, de la ville en-

core non musulmane de La Mecque pour se rendre à Médine. Cette déchéance du statut de musulman doit servir à resserrer les rangs et à préparer le djihad en vue de la libération ou de la domination d'un territoire, voire un combat imminent et apocalyptique. Parmi les Takfiri originaires d'Europe du Sud-est, on identifie en Europe la formation de réseaux souples. En outre, ces derniers sont de plus en plus interconnectés à l'échelle internationale avec des groupes djihadistes et ont des sympathisants dans toute l'Europe.

Augmentation des voyages à arrière-plan djihadiste

Les combattants étrangers ne se rendent en général plus en Irak pour le djihad mais en Afghanistan. En 2009, l'Irak, bien qu'il ait perdu beaucoup d'importance aux yeux des combattants étrangers, est resté le théâtre de nombreux attentats-suicides et d'attentats à la bombe massifs commis par des djihadistes tuant et blessant des centaines de personnes. Pourtant, de plus en plus de mouvements de djihadistes d'Europe de l'Ouest vers le Pakistan ont été enregistrés pour l'année sous revue. Ils se rendent dans les camps d'entraînement de divers groupes dans la zone frontalière qui sépare l'Afghanistan du Pakistan, où ils sont formés avant de retourner, pour certains d'entre eux, dans leur pays d'origine.

Seul un cas montre des liens certains entre le Pakistan et la Suisse. Il s'agit d'un Tunisien ayant autrefois résidé en Suisse, qui s'était rendu dans la zone frontalière entre l'Afghanistan et le Pakistan à la fin 2007 et avait publié en novembre 2008 un message de menace à l'en-

contre de la Suisse, lequel avait reçu peu d'écho. En 2009 par contre, aucune menace de ce Tunisien à l'égard de la Suisse n'a été enregistrée et son lieu de résidence actuel est inconnu. Il n'existe aucune autre preuve de voyages de djihadistes entre le Pakistan ou l'Afghanistan et la Suisse.

Le groupe connu en tant que cellule terroriste du Sauerland est un bon exemple des liens qui unissent le Pakistan et l'Europe. On en sait beaucoup sur les activités de ce groupe en Allemagne, les déclarations des accusés lors de leur procès pénal dans ce pays offrant une vision approfondie des processus de radicalisation, des itinéraires suivis, des camps d'entraînement djihadistes et du contenu de la formation. Le groupe, dirigé par quatre personnes et constitué d'Allemands convertis et de Turcs, s'était rendu au Pakistan en 2006 et avait suivi une formation dans un camp d'entraînement de l'UDI au Waziristân. C'est là qu'il a reçu pour mission de la part du chef de l'UDI de perpétrer des attentats surtout contre ces cibles américaines en Allemagne. En septembre 2007, les membres de la cellule terroriste du Sauerland ont été arrêtés.

L'UDI est un petit groupe d'origine ouzbèke, représentant l'idéologie djihadiste d'Al-Qaïda et ayant des contacts avec le noyau dur d'Al-Qaïda et de son entourage. L'UDI exploite des camps d'entraînement dans la zone frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan, camps également fréquentés en 2009 par des djihadistes européens.

Propagande du noyau dur d'Al-Qaïda

A l'échelle internationale, le noyau dur d'Al-Qaïda assume la direction idéologique du mouvement djihadiste. Ainsi, en 2009, le noyau dur d'Al-Qaïda a également poursuivi son djihad médiatique au moyen de diverses productions. Abu Yahya al-Libi, idéologue d'Al-Qaïda originaire de Lybie, s'est montré particulièrement actif, exhortant les musulmans au djihad mondial dans plusieurs messages vidéo en langue arabe. En revanche, la propagande s'est diversifiée: les messages ont été traduits ou directement produits en plusieurs langues. Peu avant les élections au Bundestag allemand au mois de septembre, le djihadiste allemand Bekkay Harrach s'est adressé au peuple allemand et aux germanophones, et a menacé l'Allemagne d'attentats djihadistes dans les deux semaines suivant les élections si le gouvernement allemand ne mettait pas un terme à son engagement en Afghanistan d'ici là. Ben Laden a lui aussi transmis un message audio allant dans le même sens le 25 septembre, émis à la fois en anglais et en allemand. A la mi-octobre 2009, l'ultimatum a pris fin sans que le moindre attentat djihadiste n'ait eu lieu en Allemagne. Durant les derniers mois de l'année sous revue, le noyau dur d'Al-Qaïda n'a plus publié aucun document dans les médias allemands.

Augmentation du multilinguisme dans le djihadisme sur Internet

De manière générale, l'ampleur et la diversité linguistique de la propagande djihadiste sur Internet ont augmenté en 2009. Ainsi, l'UDI a poursuivi sa propagande en allemand et en langue turque, censée faciliter le recrutement de

djihadistes dans les communautés musulmanes européennes. Une vidéo de l'UDI diffusée en janvier s'est particulièrement fait le reflet de cette tendance au multilinguisme: elle proposait une glorification du djihad et du martyr en cinq langues, dont l'allemand, le turc et le russe. Depuis décembre 2008, le MIO aussi diffuse des vidéos en allemand dans lesquelles des moudjahidines émigrés d'Allemagne font de la propagande pour le djihad. Outre les langues d'Europe occidentale comme l'anglais, le français ou l'allemand, le serbo-croate, l'albanais et le turc ont également gagné en importance. Malgré cette montée en force d'autres langues, l'arabe littéraire reste la langue dominante du djihadisme sur Internet.



Le djihadiste allemand Eric Breining, combattant en Afghanistan, dans une vidéo de propagande

L'APPRÉCIATION

Le noyau dur d'Al-Qaïda reste important au niveau international

Le noyau dur d'Al-Qaïda a été mis sous pression par la perte d'importants dirigeants et de l'expérience qu'ils apportaient à l'organisation. Il essaie de compenser ses possibilités opérationnelles réduites par une forte présence médiatique. Il conduit donc le djihad international à coups de propagande et conserve un attrait important, tant pour les groupes djihadistes que pour les combattants isolés.

Bien que la Suisse n'ait pas été une cible prioritaire du noyau dur d'Al-Qaïda en 2009, des citoyens suisses ou des personnes résidant en Suisse peuvent être influencés par la propagande djihadiste. Pour le moment, aucun indice ne révèle néanmoins de contacts entre le noyau dur d'Al-Qaïda et des personnes vivant en Suisse.

AQMI

La situation en Algérie et dans la région saharo-sahélienne n'a eu aucun effet direct sur la situation de la menace en Suisse. Le discours internationaliste d'AQMI risque toutefois d'influencer des personnes du Maghreb installées en Europe à l'avenir. Ces dernières pourraient tenter d'entrer en contact avec AQMI afin de se mettre à son service ou de perpétrer elles-mêmes des actes de violence ne dépendant pas directement d'AQMI ou d'Al-Qaïda dans son ensemble.

En Algérie, aucun citoyen suisse n'a été pris pour cible ou menacé explicitement pendant l'année sous revue. Toutefois, on ne peut exclure que des Suisses soient victimes d'attentats dirigés en général contre des étrangers.

En ce qui a trait aux enlèvements, en 2009 le danger d'être pris en otage par des groupes de l'AQMI ou d'être enlevé par des groupes criminels pour être vendus à l'AQMI est resté réel dans la région saharo-sahélienne et doit continuer d'être pris au sérieux par les Occidentaux. Dans les principales villes de la région, des attaques criminelles ou terroristes sporadiques visant des cibles occidentales peuvent être commises. Les intérêts et citoyens suisses dans cette région sont aussi confrontés à ce risque.

La Somalie et l'organisation d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA)

Quelque 6000 Somaliens résident en Suisse. Certains d'entre eux font partie des milieux extrémistes islamistes de Suisse. Étant donné l'importance de la diaspora somalienne et de sa position dans la mouvance djihadiste, des voyages ayant des motifs djihadistes à destination de la Somalie, et notamment aussi vers l'Irak ou l'Afghanistan, ne sont pas exclus au départ de la Suisse.

AQPA a revendiqué l'attentat manqué à la bombe sur un vol américain le 25 décembre 2009. Cette attaque n'a pas modifié le danger pour la Suisse, et aucun indice concret ne montre que la Suisse représente une cible pour cette organisation.

Effets rétroactifs potentiels en Europe

Les voyages à motifs djihadistes entre l'Europe et le Pakistan ne sont plus les mêmes: ils ne partent plus uniquement du Royaume-Uni et impliquent de plus en plus de non-Pakistanaïes. Il est possible qu'à moyen terme, les djihadistes européens ayant acquis une formation au Pakistan inspirent ou recrutent aussi des personnes résidant en Suisse et y bâtissent les structures d'un réseau. De même, des Européens formés au Pakistan peuvent un jour être mêlés à des activités terroristes en Europe, comme l'a montré l'exemple de la cellule terroriste du Sauerland.

Cibles internationales de l'UDI

En confiant à la cellule terroriste du Sauerland la mission de perpétrer des attentats en Allemagne, l'UDI a clairement prouvé qu'elle poursuivait des objectifs à l'échelle internationale. L'UDI, principalement active en Afghanistan, reste engagée envers le djihad international et continue de représenter une menace pour les intérêts occidentaux. Aucun lien direct entre l'UDI et la Suisse n'est connu. Cependant, il existe des contacts entre les milieux djihadistes suisses et l'environnement de la cellule terroriste du Sauerland.

Potentiel de recrutement à la hausse

L'extension de la propagande à un large éventail de langues a fait monter en flèche le potentiel de recrutement des groupes djihadistes. Jusqu'ici, on n'a pas constaté de répercussions concrètes de la diffusion de vidéos en allemand sur les éventuels djihadistes résidant en Suisse. ■

1.2 Le terrorisme et l'extrémisme violent islamistes en Suisse

LES ÉVÉNEMENTS

- 8 octobre** Un citoyen français d'origine algérienne est arrêté en France. Ce docteur en physique nucléaire, domicilié en France, est employé par l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) et est également un collaborateur du Centre Européen pour la Recherche Nucléaire (CERN).
- 29 novembre** Le peuple suisse accepte l'initiative populaire contre la construction de minarets, ce qui donne lieu à des protestations, au pays comme à l'étranger. Des lettres de menace annoncent des attaques terroristes sur des installations chrétiennes et de l'hostilité est manifestée à l'égard du peuple suisse. Sur un forum djihadiste au moins, on appelle à la violence directe à l'encontre de la Suisse, tandis que d'autres pages Internet djihadistes demandent le boycott du pays, proposition soutenue par certains représentants politiques dans des pays islamiques.

Site web défiguré en réaction à l'acceptation de l'initiative populaire contre la construction de minarets



LA SITUATION

Arrestations en France

La perquisition chez le citoyen français d'origine algérienne mentionné plus haut a donné lieu à la saisie de plusieurs appareils informatiques. Ceux-ci contenaient de nombreux messages de correspondance avec un membre d'AQMI, ainsi qu'une documentation complète exhortant au djihad et traitant de techniques terroristes.

Pendant l'interrogatoire, le suspect a avoué avoir eu des échanges réguliers avec un membre d'AQMI par Internet. Ce dernier lui aurait demandé s'il était prêt à organiser des attentats-suicides sur le territoire français. Il aurait toutefois refusé car sa conception du droit islamique ne lui permettait pas de justifier un tel acte. Il aurait, en revanche, proposé d'autres cibles, comme des personnalités européennes ou des personnes liées à des gouvernements tombés dans la mécréance aux yeux des djihadistes. Le personnel de certaines ambassades ou de consulats pouvait par exemple être dans la ligne de mire. Finalement, il aurait également proposé de s'en prendre à des centres de renfort militaires français.

A partir de là, le suspect a été interrogé à propos de ses activités sur des forums et des pages Web islamistes qui soutiennent un réseau recrutant des djihadistes pour l'Afghanistan et les envoie là-bas. La correspondance électronique avec AQMI avait été trouvée dans le cadre de l'enquête sur ce réseau découvert fin 2008 par les polices française et belge. Le réseau était notamment le fruit de la motivation d'un Tu-

nisien ayant vécu autrefois en Suisse et dont on présumait qu'il se trouvait depuis fin 2007 dans la région frontalière entre le Pakistan et l'Afghanistan.

En ce qui concerne l'activité professionnelle du suspect, le CERN a indiqué que ses recherches n'autorisaient en aucun cas des applications militaires et que tous les résultats du centre étaient rendus publics. Le travail à l'EPFL de cet homme ne concernait pas de domaines sensibles. Reste qu'à la fin octobre, le Ministère public de la Confédération a ouvert une enquête de police judiciaire contre X pour soutien apporté à une organisation criminelle.

Islamistes de l'Europe du Sud-est

Pour la Suisse, il est pertinent d'observer la propagation de l'islamisme dans les Balkans dans la mesure où 5 % de la population résidant en Suisse provient de cette région d'Europe. Parmi ces quelque 330 000 personnes, on compte environ 230 000 musulmans. La majeure partie de ces musulmans ne représente aucune menace, l'Islam pratiqué dans cette région étant traditionnellement apolitique; en fait, seule une petite partie de la population est pratiquante. En Suisse, les pratiquants se réunissent dans de nombreux centres islamiques, organisés la plupart du temps en fonction des ethnies et des cultures.

Cependant, la tendance générale en Europe des personnes déjà actives comme islamistes à se radicaliser n'épargne pas non plus la Suisse. Des individus se soustraient aux influences mo-

dérées de leur propre environnement, établissent des connexions par Internet et organisent des rencontres avec des Takfiri de toute l'Europe qui partagent leur idéologie. Certains de ces Takfiri résidant en Suisse ont attiré l'attention pendant l'année sous revue en se déplaçant souvent à ce genre de réunions en Europe et en appelant au djihad mondial. Les informations recueillies par les services de renseignement indiquent en effet des rapports directs entre des islamistes du Sud-est de l'Europe présents en Suisse et des groupes internationaux. En 2009, rien n'a en revanche laissé présager la planification ou la préparation d'actes terroristes impliquant la participation de personnes vivant en Suisse.

Initiative populaire contre la construction de minarets

Les manifestations de protestation contre le « oui » à l'initiative se sont déroulées de manière pacifique pendant l'année sous revue. En vertu de la nouvelle loi sur les étrangers, l'Office fédéral des migrations a prononcé une interdiction d'entrée à l'égard d'un citoyen allemand afin d'éviter sa participation à un événement organisé à Berne par des islamistes réputés. Dans l'ensemble, les réactions sont restées modérées durant l'année et aucune détérioration concrète de la situation sécuritaire n'a été observée.

Fermeture du centre de détention de Guantánamo

Malgré l'annonce du président américain faite à plusieurs reprises, le centre de détention de Guantánamo n'était pas encore fermé à la fin de l'année sous revue. Au début décembre, il restait 211 détenus dans le camp. Pour que le centre puisse être fermé, les détenus doivent être soit jugés pénalement aux Etats-Unis, soit transférés dans leur pays d'origine ou dans un pays tiers. Dans l'optique de cette fermeture, le gouvernement américain a multiplié les démarches, notamment auprès des pays européens, en les priant d'examiner un éventuel accueil de détenus sans tenir compte de leur précédent lieu de résidence. Les autorités américaines se sont également adressées à la Suisse dans ce but. Dans une déclaration du Conseil fédéral à propos de Guantánamo, celui-ci saluait la volonté du président Obama de fermer le centre dès que possible et indiquait être prêt à examiner de quelle manière la Suisse pourrait contribuer à résoudre le problème de Guantánamo. La prise en charge de détenus nécessiterait en effet une analyse détaillée et minutieuse des aspects sécuritaires et juridiques.

La question de Guantánamo a également été évoquée dans le cadre des institutions de l'Union européenne (UE), tout comme au sein du comité mixte Schengen qui réunit les ministres de la justice et de l'intérieur de tous les Etats de l'UE ainsi que des Etats associés Schengen. Ce comité s'est mis d'accord sur le principe d'échanger des informations dans ce

Appel au boycott sur Internet après l'acceptation de l'initiative populaire contre la construction de minarets



contexte. Aux termes de cet accord, tous les Etats membres doivent s'informer mutuellement des démarches qu'ils entreprennent dans ce dossier. L'accueil d'anciens détenus de Guantánamo demeure cependant la compétence exclusive de chaque Etat.

Dans le but d'examiner la prise en charge de détenus, le Conseil fédéral a constitué un groupe de travail interdépartemental. Une délégation suisse s'est rendue sur place en été 2009 pour auditionner certaines personnes. Les auditions ont mené à la conclusion que trois personnes entraient en ligne de compte pour une admission en Suisse: un ressortissant ouzbek et deux Ouïghours de nationalité chinoise. Aucun élément n'indique que ces trois hommes ont été ou sont impliqués dans des activités terroristes. Ils n'ont été ni accusés ni condamnés par les Etats-Unis. En 2005, les autorités américaines les ont déclarés aptes à être accueillis par un autre Etat. En décembre 2009, le Conseil fédéral avait décidé d'accueillir le ressortissant ouzbek à titre humanitaire, après que le canton de Genève avait proposé de lui octroyer une autorisation de séjour. Le canton du Jura ayant donné son feu vert définitif à l'accueil des deux Ouïghours, le Conseil fédéral a décidé, au début du mois de février 2010, de les accueillir en Suisse à titre humanitaire.



Appel au boycott d'une entreprise suisse après l'acceptation de l'initiative populaire contre la construction de minarets

L'APPRÉCIATION

Programme international d'AQMI

L'arrestation du citoyen français d'origine algérienne montre qu'il n'existe pas de profil-type du djihadiste et que les radicalisations ne suivent pas de procédure établie. Ce cas rappelle que même des personnes bien placées, sans problème apparent, peuvent être influencées par les idéologies djihadistes. Pour certaines personnes, la recherche de leur propre identité ou une perception dépourvue de nuances de la culture ou des événements politiques peuvent encourager à adopter une idéologie justifiant le terrorisme.

En même temps, ce cas démontre que les responsables d'AQMI profitent de chaque occasion qui s'offre à eux pour organiser des opérations mettant en exergue le caractère international de leur organisation. Ainsi, AQMI pourrait utiliser toute offre d'aide émanant d'une personne vivant en Europe pour constituer une cellule terroriste et perpétrer des attentats sur le continent européen.

Menace pour la Suisse

La situation de la Suisse par rapport à la menace que représentent l'extrémisme violent et le terrorisme islamistes n'a pas connu de modification essentielle pendant l'année sous revue, malgré le « oui » à l'initiative populaire contre la construction de minarets. Comme par le passé, le terrorisme djihadiste s'attaque principalement aux gouvernements et aux populations des pays islamiques ainsi qu'aux Etats occidentaux dont les troupes sont déployées dans des pays

islamiques, notamment en Afghanistan et en Irak. La Suisse ne figure toujours pas dans l'une ou l'autre de ces principales catégories visées.

Les djihadistes peuvent se servir de tout acte ou comportement perçu comme critique ou hostile à l'égard de l'Islam pour légitimer des actes de violence. Ce fut par exemple le cas pour l'attaque de l'ambassade danoise au Pakistan en juin 2008 et pour les attentats manqués à la valise piégée en Allemagne en juillet 2006, revendiqués comme des actes de vengeance à la suite des caricatures de Mahomet. L'interdiction de construire de nouveaux minarets en Suisse n'a pas le même potentiel de polarisation car les salafistes eux-mêmes sont opposés aux minarets, qu'ils voient, contrairement à la grande majorité des musulmans, comme une innovation ne relevant pas de l'Islam et qu'ils refusent. Les salafistes vivent dans la foi inébranlable qu'ils ont envers les préceptes des pères fondateurs de l'Islam. Par conséquent, ils ne peuvent pas prétendre que l'interdiction est une attaque envers l'Islam sans renier leur propre position. Les réactions islamistes à cette initiative populaire ont donc été modérées. Cependant, depuis la votation et son résultat, la Suisse est mentionnée parmi les pays permettant des événements perçus comme anti-islamiques, et est même tenue pour responsable de l'augmentation des comportements hostiles à l'égard de l'Islam en Europe. C'est ce que montrent les réactions face à la réédition des caricatures de Mahomet ou les discussions autour d'une interdiction de la burka dans d'autres pays.

On constate également que la Suisse est de plus en plus décriée et perçue comme une « ennemie de l'Islam ». Si cette image devait s'imposer, la probabilité de réactions extrémistes et d'actes de violence augmenterait. Du point de vue djihadiste, elle justifierait même des attaques terroristes. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas sous-estimer le phénomène du terrorisme endogène (« homegrown terrorism »). Même sans lien direct avec des organisations terroristes, des personnes isolées pourraient se radicaliser et constituer un danger. ■

1.3 Financement du terrorisme

LA SITUATION

Recul des communications de soupçons en Suisse

En 2009, la Suisse n'a pas échappé aux activités de financement de groupes terroristes et extrémistes violents. Toutefois, le nombre de communications de soupçons liées au financement présumé du terrorisme devant être transmises aux autorités par les prestataires de services financiers suisses a continué de baisser par rapport aux années précédentes. Seules sept des 896 annonces de soupçons adressées au Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent (MROS) concernaient le financement du terrorisme. Deux d'entre elles avaient un lien avec une liste officielle de terroristes. Portant sur une somme de 9500 francs, les valeurs annoncées n'ont que peu d'importance.

Défi mondial

Le fait de révéler au grand jour et de poursuivre pénalement les activités de financement du terrorisme est un défi à l'échelle mondiale. Les marchés financiers constituent un réseau international, dans lequel il est impossible d'avoir une vue d'ensemble du nombre de transactions financières dans le monde et où il est difficile de suivre des flux financiers circulant entre les pays. En outre, les réseaux terroristes travaillent dans la clandestinité, se servant des modes de

paiement virtuels par Internet et utilisant de plus en plus des méthodes et procédures criminelles classiques telles que le blanchiment d'argent sale. En fin de compte, il devient plus difficile de distinguer le financement du terrorisme des actes criminels purs visant l'enrichissement personnel. Les moyens mis en œuvre jusqu'ici pour lutter contre le financement du terrorisme se sont révélés peu efficaces, comme le montre le nombre réduit de condamnations pour financement du terrorisme à travers le monde.

Organisations caritatives cousues de fil blanc

En 2009, les organisations actives à l'échelle nationale et internationale affichant une vocation caritative ou humanitaire ont, une fois encore, joué un rôle important dans le financement de groupes terroristes à orientation ethno-nationaliste ou islamiste. Elles organisaient par exemple des virements dans d'autres pays de dons récoltés à des fins officiellement caritatives, mais qui finissaient en réalité sur le compte de groupes terroristes. En procédant par ces virements à l'étranger, où il est difficile de retracer le parcours des fonds, ainsi que par des méthodes de virement informelles souvent utilisées comme le système de l'hawala ou le recours à des commissionnaires chargés du

transport de l'argent, il est ardu d'apporter des preuves que ces fonds sont utilisés pour financer le terrorisme. A la fin novembre 2008, les Etats-Unis ont réussi à condamner cinq cadres de la Holy Land Foundation for Relief and Development, l'un des organismes de bienfaisance musulmans les plus importants autrefois dans le pays, pour avoir apporté une aide financière au Hamas, répertorié aux Etats-Unis comme une organisation terroriste. Il a toutefois fallu s'y reprendre à deux fois pour obtenir un jugement, le premier procès en octobre 2007 étant resté sans résultats.

Une Suisse engagée

La Suisse s'engage intensément dans l'amélioration des mécanismes internationaux de lutte contre le financement du terrorisme. Au niveau international et en association avec d'autres Etats, elle soutient une initiative demandant que les procédures d'inscription sur la liste des sanctions de l'ONU et de radiation de cette même liste soient plus transparentes et soient mieux étayées au plan juridique. De plus, le 1^{er} février 2009, la Suisse a entrepris de modifier la loi concernant la mise en œuvre des recommandations du Groupe d'action financière (GAFI). Cette mesure et d'autres mesures similaires, comme la révision de la loi sur le blanchiment d'argent, ont décidé le GAFI, à la mi-octobre, de lever la surveillance internationale exercée annuellement sur la Suisse pour ne la soumettre qu'au régime usuel, soit une surveillance bisannuelle. Ces mesures ont été renforcées par l'entrée en vigueur le 1^{er} mars 2009 de l'ordonnance sur le contrôle du trafic transfrontière de l'argent liquide. Depuis, les

personnes ont l'obligation de renseigner, lors de l'importation, de l'exportation ou du transit d'argent liquide d'un montant supérieur ou égal à 10 000 francs, sur l'origine de cet argent. En cas de soupçon de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme, le poste de douane peut également exiger des renseignements pour des fonds n'atteignant pas la limite de 10 000 francs. Il peut en outre saisir l'argent liquide à titre provisoire.

L'APPRÉCIATION

Succès à court terme improbable

Les groupes terroristes à motivation islamiste ou ethno-nationaliste doivent se procurer de l'argent et le gérer. Les fonds servent entre autres au financement de leur propre infrastructure, ainsi qu'à la préparation et à l'exécution d'actes terroristes. Découvrir ces fonds et retracer leurs mouvements est une tâche difficile. Les structures et processus que les réseaux terroristes utilisent pour générer et faire circuler l'argent sont trop complexes. D'autre part, les organisations sont trop flexibles, se servant des moyens les plus divers pour dégager des fonds et les faire sortir rapidement du pays. A l'étranger, leur utilisation est hors de contrôle. Néanmoins, les mesures pour combattre le financement du terrorisme restent indispensables dans la lutte contre le terrorisme, même s'il ne sera pas possible de paralyser complètement ses ressources financières à court ou à moyen terme.

Une Suisse bien équipée

La Suisse et sa place financière restent cependant bien équipées pour répondre à ce défi. Les dispositions légales ont été étendues, la coopération internationale renforcée et on œuvre actuellement à l'amélioration de la collaboration entre les différents acteurs nationaux tels que la police, le service de renseignement et les fournisseurs de prestations financières. La Suisse ne représente donc pas une plaque tournante financière pour les terroristes. A l'avenir, il faudra veiller à prendre en considération les liens de plus en plus forts qui unissent les activités

criminelles, le blanchiment de capitaux et le financement d'organisations terroristes. Lors des enquêtes sur des crimes comme le blanchiment d'argent, l'escroquerie et l'extorsion, il faut aussi rester vigilant pour déterminer si l'argent a pu ou non tomber dans les mains d'organisations terroristes ou extrémistes violentes ou servir à financer leurs activités. ■

2. Extrémisme violent

2.1 Extrémisme de droite

LES ÉVÉNEMENTS

- 8 mars** Comme annoncé par le Parti des Suisses Nationalistes (PSN), une cinquantaine de ses membres se réunissent à Berthoud BE. Afin d'éviter une confrontation avec une contre-manifestation prévue par la gauche, ils continuent toutefois leur route en direction de Berne. Là, 150 membres du parti prennent part à une rencontre non autorisée et qui n'a pas été annoncée publiquement.
- 2 mai** A Biglen BE, une « grillade antifasciste » organisée par des punks est perturbée par des extrémistes de droite. Ceux-ci, dont certains sont équipés de battes de baseball, attendent les punks à la gare, recherchant la confrontation. Une personne est blessée et doit être emmenée à l'hôpital.
- 27 juin** Environ 250 membres de l'extrême droite se rendent au monument commémoratif de la bataille de Sempach et y déposent une gerbe, bien que la manifestation officielle ait été annulée en raison de la météo. Le dispositif de sécurité permet d'éviter des incidents majeurs entre les manifestants de droite et les activistes de gauche opposés à la manifestation. Pendant l'année sous revue, des représentants d'extrême droite prennent part à d'autres célébrations de batailles historiques, comme à Näfels GL et à Morgarten.
- 31 juillet** Environ 150 personnes assistent à un concert du groupe skinhead Indiziert. Organisé à Huttwil BE, le concert se déroule sans qu'aucune infraction ne soit constatée.
- 2 août** Environ 150 partisans d'extrême droite se réunissent sur la prairie du Grütli. C'est le PSN qui a appelé à cette célébration différée de la fête nationale. Cette rencontre ne donne lieu à aucune confrontation avec des partisans d'extrême gauche.
- 9 octobre** Une altercation a lieu lors du marché annuel de Kaltbrunn SG. Dans un bar, un extrémiste de droite et un autre client en viennent aux mains. L'extrémiste de droite frappe son adversaire au visage, le blessant grièvement. Lors de son arrestation, il profère de lourdes menaces à l'encontre des policiers.
- 8 novembre** Plusieurs altercations, ainsi qu'une rixe à laquelle des extrémistes de droite prennent part, ont lieu à Tuggen SZ, à l'endroit où se déroule un festival « Bar & Pub ». Trois personnes doivent être hospitalisées. Un taxi est endommagé. Des provocations verbales sont à l'origine de la rixe.

LA SITUATION

Vue d'ensemble

En 2009, le nombre d'événements organisés par les mouvements d'extrême droite confirme la tendance de 2008. On a décompté neuf événements de plus, soit 85 au total. Le nombre d'événements violents a augmenté (32 en 2009 contre 24 en 2008), ainsi que celui des manifestations politiques (23 en 2009 contre 15 en 2008), tandis que le nombre de concerts a diminué (8 en 2009 contre 15 en 2008). Bien que le nombre de confrontations entre les partisans des deux extrêmes ait été en baisse, le potentiel de violence en cas de confrontations reste élevé. Le nombre des extrémistes de droite reste stable: près de 1200 militants rattaché au noyau dur et quelque 600 sympathisants.

Groupes suisses d'extrême droite

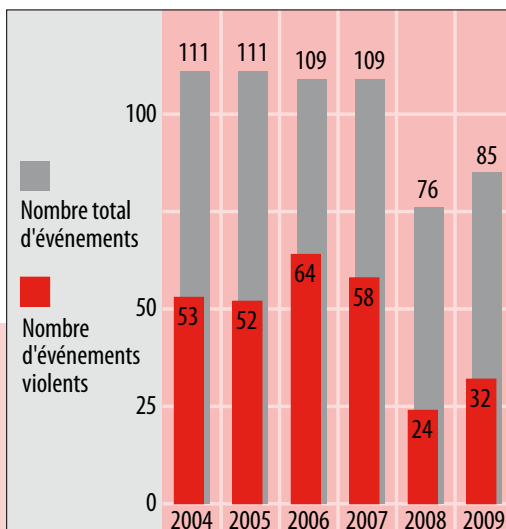
Comme ces années passées, le Parti des Suisses Nationalistes (PSN) est l'organisation suisse d'extrême droite la plus active. Les Hammerskins suisses (SHS) et Blood & Honour Schweiz (B&H) sont les organisations faïtières de deux courants opposés d'extrême droite. Les membres de B&H se montrent souvent violents

et entrent en conflit avec la loi. Si l'on réunit ces deux courants, les milieux d'extrême droite comptent une trentaine de groupes différents.

Le PSN

A la fin janvier, le tribunal du district d'Aarau a condamné en deuxième instance cinq membres du Comité de direction du PSN à des amendes pour infraction à la norme pénale sur la discrimination raciale (art. 261^{bis} du Code pénal). Les cinq activistes avaient affirmé dans le programme du parti – révisé entre-temps – que c'était une erreur de partir du principe que tous les hommes devaient avoir les mêmes droits dans chaque pays de la planète. Depuis, trois des cinq dirigeants condamnés se sont retirés de la tête du parti.

Le PSN est resté le groupe d'extrême droite le plus actif dans ses interventions publiques. A la mi-janvier, il a, par exemple, fondé une nouvelle section à Bâle. L'objectif de la section bâloise est, entre autres, de participer, en 2011, aux élections au Grand conseil du canton de Bâle-Campagne. Au début novembre, le PSN a également fondé la nouvelle section cantonale de Schwyz, issue du groupe local qui existait déjà à Küssnacht. Ainsi, le PSN dispose maintenant de sections en Haute-Argovie, dans l'Oberland bernois, dans l'Emmental, à Fribourg, Schwyz et Bâle, ainsi que de groupes locaux à Willisau et d'un portail d'information en Argovie. A l'exception de la section fribourgeoise, tous les centres du PSN se trouvent en suisse alémanique. La création effective de nouvelles



Evénements motivés par l'extrémisme de droite annoncés au SRC depuis 2004 (sans les graffitis)

sections montre que le PSN vise non seulement à augmenter le nombre de ses membres, mais également à s'étendre géographiquement et à asseoir sa présence.

Création de la « Jeunesse helvétique »

En juin 2009, un site Internet d'extrême droite a annoncé la fondation d'un groupe nommé Helvetische Jugend Berner Oberland HJ (Jeunesse helvétique de l'Oberland bernois). Depuis, son nom a été raccourci en « Helvetische Jugend »; ce groupe devrait être proche du PSN.

Apparitions publiques de l'extrême droite

Au cours de l'année sous revue, le PSN a, comme à son habitude, profité de commémorations publiques pour faire son apparition, mais il est également descendu dans la rue indépendamment de tout événement extérieur. Ce faisant, il a tenté de ne pas se laisser mettre des bâtons dans les roues par des avis des autorités ou des actions des milieux d'extrême gauche. 2009 a confirmé que la commémoration de la bataille de Sempach, tout comme la célébration du 1^{er} Août sur le Grütli, joue un rôle prépondérant pour l'image publique de l'extrême droite.

Pour le 8 mars, le PSN avait prévu une manifestation contre la norme pénale sur la discrimination raciale. Suite à la décision des autori-

tés de n'autoriser, pour des raisons sécuritaires, qu'une manifestation sans cortège, le PSN a déplacé au dernier moment la manifestation en direction de Berne. Le jour de l'événement, il a envoyé une cinquantaine de ses membres à Berthoud afin de simuler le déroulement de la manifestation, tout en détournant le rassemblement des adhérents et sympathisants en direction de Berne, où quelque 150 personnes ont finalement manifesté sans autorisation. Les partisans d'extrême gauche qui les ont suivis ne sont arrivés à Berne qu'après la fin de la manifestation, ce qui a empêché toute confrontation.

Grâce au dispositif de sécurité, la commémoration de la bataille de Sempach le 27 juin s'est déroulée sans incident majeur. Après le dépôt de la gerbe, quatre personnes ont tenté de se rendre dans la direction des manifestants de l'opposition dans un véhicule privé mais elles ont été arrêtées à un poste de contrôle. Ces quatre personnes, appartenant au milieu du PSN, ont fait l'objet d'une plainte pour violation de la loi sur les armes.

La fête nationale du 1^{er} août sur le Grütli s'est elle aussi déroulée sans encombres. Le système de billet autorisant l'accès au Grütli le jour de la fête nationale, ainsi que les contrôles de sécurité et le dispositif de police n'ont pas manqué d'efficacité: les partisans d'extrême droite ont dû déplacer leur apparition au dimanche suivant la



Fête des extrémistes de droite sur la prairie du Grütli, le 2 août
[Photo Police]

fête nationale. Malgré tout, le jour même, sept extrémistes de droite ont été mis en garde à vue pour avoir essayé d'entrer sans autorisation sur la prairie du Grütli. Par ailleurs, quelque 150 membres d'extrême droite ont répondu à l'appel du PSN incitant à reporter les célébrations au 2 août. On peut imaginer que cette tendance persistera si la combinaison système de billets / dispositif de sécurité est maintenue ces prochaines années.

Nationalistes autonomes

En Allemagne, aux Pays-Bas, en République tchèque, en Slovaquie et en Autriche sont apparus ces dernières années des « nationalistes autonomes ». Il s'agit surtout de jeunes activistes qui se considèrent être en concurrence avec les groupes d'extrême droite déjà établis et sont prêts à faire usage de la violence. Ils agissent surtout dans la rue et procèdent par des liens spontanés et éphémères avec des personnes ayant la même façon de penser. De ce fait, on n'observe pas de hiérarchies claires, de structures ou de meneurs. Leur apparence extérieure (vêtements, chaussures, coiffure, parfois port de cagoules), leur démarche et leur symbolique ressemblent à s'y méprendre à celles de groupes autonomes d'extrême gauche, comme les représentants du « Bloc noir ».

En Suisse, il n'y avait jusqu'à présent que de faibles signes de l'existence de nationalistes autonomes. Ici aussi, depuis environ deux ans, des partisans d'extrême droite vont et viennent, tout de noir vêtus et parfois cagoulés. Jusqu'à maintenant, ils ne se sont pas désignés eux-mêmes comme nationalistes autonomes. Cependant, comme les milieux suisses d'extrême droite

reprennent les tendances des autres pays germanophones, il est possible que le phénomène observé en Suisse évolue dans une direction similaire.

L'extrémisme de droite en Europe

En Europe comme en Suisse, les principaux acteurs et événements de l'année sous revue ont été le mouvement B&H, les confrontations entre l'extrême gauche et l'extrême droite, le recours à la violence, les organisations juvéniles et la propagande.

B&H

Comme précédemment, les concerts restent les pierres angulaires du réseau européen de B&H; de manière générale, B&H maintient sa cohésion internationale grâce aux événements communs. Certains indices révèlent qu'au cours des cinq dernières années, B&H aurait légèrement perdu de l'importance aux Pays-Bas, en Belgique et au Danemark, tandis que le groupe se serait renforcé au Royaume-Uni.

Confrontations entre l'extrême droite et l'extrême gauche

Pour ce qui est des confrontations entre l'extrême droite et l'extrême gauche, la mobilisation de chaque camp en vue d'attaquer le camp opposé a augmenté de manière significative. Il s'agissait tant de confrontations physiques que d'attaques dans la réalité virtuelle. Cette hausse est due aux possibilités qu'offrent les nouveaux moyens de communication. Ainsi, un acte typique des deux milieux – les initiatives en ce sens partant la plupart du temps du côté de l'extrême gauche – consistait par exemple

à publier des informations personnelles et des photographies de l'autre camp sur Internet afin de le dénoncer publiquement.

Recours à la violence

Dans l'ensemble de l'Europe, les extrémistes de droite ont fait usage de la violence à des degrés relativement bas. Ce sont des événements spontanés qui ont entraîné des actes violents, lors de confrontations entre l'extrême droite et l'extrême gauche, entre l'extrême droite et des étrangers ou à l'égard d'homosexuels. En Italie et en Hongrie, on a surtout relevé le recours à la violence des extrémistes de droite à l'encontre de la police. Peu d'incidents violents ont, par contre, visé la communauté juive.

L'extrémisme de droite: une phase de la vie

Les milieux d'extrême droite attirent surtout des jeunes et de jeunes adultes. Les experts présumement que les phases ultérieures de la vie entraînent plutôt une rupture par rapport à ces milieux, en raison de l'implication des personnes dans des relations et structures familiales et professionnelles.



Fête des extrémistes de droite à l'occasion de la commémoration de la bataille de Sempach, le 27 juin [Photo Police]

L'APPRÉCIATION

Milieus d'extrême droite

Au cours des dernières années, les milieux d'extrême droite ont fait preuve de grande stabilité en Suisse. Ils se sont peu modifiés et il est probable qu'ils continuent d'en être ainsi. De même, les thèmes importants du moment comme l'hostilité à l'égard des étrangers, l'anticapitalisme ou l'anti-américanisme resteront toujours d'actualité.

Musique

Le marché de la musique d'extrême droite, qui joue un rôle important dans ces milieux, conservera son importance, voire en gagnera. Les mesures répressives auront toujours pour conséquence l'organisation clandestine de concerts skinhead suivis par un nombre réduit de spectateurs. L'importance d'Internet dans ce domaine se maintiendra ou ira grandissante.

PSN

Après les événements du 8 mars à Berthoud et Berne, le PSN a publié sur Internet que le déplacement était planifié et qu'il avait l'intention de procéder de la même manière à l'avenir. Cela permettrait au PSN de devenir imprévisible et de surgir à un endroit différent de celui où une action avait été annoncée. Il pourrait ainsi désarçonner tant ses adversaires idéologiques que les autorités concernées. ■

2.2 Extrémisme de gauche

LES ÉVÉNEMENTS

- 17 janvier** Des jets de peinture contre une importante banque de Zurich causent pour environ 50 000 francs de dommages. La police interpelle deux jeunes appartenant à la Jeunesse révolutionnaire de Zurich (Revolutionäre Jugend Zürich, RJZ), section de la Reconstruction révolutionnaire de Zurich (Revolutionärer Aufbau Zürich, RAZ).
- 24 janvier** A Soleure, 17 personnes sont placées en garde à vue lors d'une manifestation non autorisée contre le Forum économique mondial (WEF).
- 13 avril** Des graffitis et des vitres cassées provoquent des dégâts pour un montant de 40 000 francs à l'agence de placement à Zurich.
- 1^{er} mai** Dans le cadre du 1^{er} Mai, des inconnus commettent plusieurs attaques à Zurich, causant pour environ 350 000 francs de dommages. Le jour de la fête du travail, la police réussit à empêcher un rassemblement non autorisé qui fait suite à la manifestation officielle. Malgré cela, elle ne peut pas éviter des confrontations avec les 600 casseurs, qui réunissent des partisans d'extrême gauche du Bloc noir et des acteurs enclins à la violence des milieux du football. Il s'agit pour la plupart de jeunes apolitiques saisissant seulement l'opportunité de l'événement. La police place 83 personnes en garde à vue; plus d'un quart d'entre elles est mineur.

Contre-manifestation à l'occasion
de la commémoration de la bataille
de Sempach, le 27 juin
[Photo Police]



- 12 mai** Des jets de peinture contre un poste de police zurichois causent environ 20 000 francs de dommages. Un autre poste de police est pris pour cible le 31 mai, pour des dommages s'élevant à 10 000 francs.
- 4 juillet** Une manifestation contre la répression à Zurich donne lieu à des débordements. Les manifestants lancent des pierres et de la peinture entre autres contre une prison, un poste de police, un commerce et la succursale d'une banque; trois véhicules sont incendiés et trois autres sont fortement endommagés. Un policier est blessé. Neuf personnes sont placées en garde à vue. Au total, le montant des dommages matériels atteint plus de 300 000 francs.
- 26 septembre** A Berne, environ 700 personnes prennent part à la neuvième marche antifasciste. L'événement se déroule dans le calme. Des voitures sont néanmoins rayées et sprayées, engendrant pour 30 000 francs de dégâts.
- 28 novembre** Une manifestation contre la septième Conférence ministérielle de l'OMC donne lieu à des débordements massifs à Genève, provoqués par une petite minorité de manifestants, soit environ 200 personnes à tendance violente. Au moins 25 véhicules et plusieurs commerces sont endommagés.



LA SITUATION

Nombre d'événements

Le nombre d'événements motivés par l'idéologie d'extrême gauche a été de 220 en 2009, contre 214 incidents l'année précédente. La proportion des événements violents visant des biens et des personnes a été de 58 %, soit 127 cas. Par rapport à 2008 (51 %), on constate donc une hausse d'environ 7 %. D'après le SRC, les milieux suisses d'extrême gauche comprennent environ 2000 partisans, dont mille environ sont considérés comme violents. Ce chiffre n'a pas changé récemment. Comme par le passé, l'extrémisme de gauche reste presque exclusivement un phénomène urbain.

Deux événements majeurs

Du 28 janvier au 1^{er} février 2009 s'est tenu à Davos le Forum économique mondial (WEF). La tendance au recul de la mobilisation déjà observée l'an passé s'est confirmée; désormais, les altermondialistes ne coordonnent même plus leurs actions au niveau national. L'événement s'est déroulé selon les attentes de la police et des organisateurs. Au total, neuf manifestations anti-WEF ont eu lieu, dont cinq n'étaient pas autorisées. Des actes de violence ont par

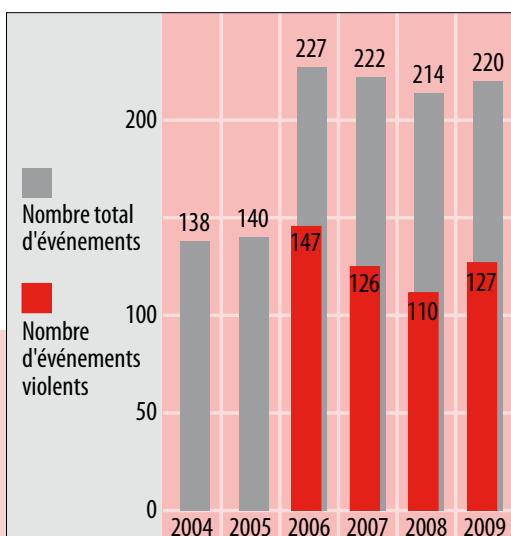
ailleurs provoqué pour environ 120 000 francs de dommages.

Du 30 novembre au 2 décembre 2009, Genève a accueilli la septième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Depuis l'été déjà, on a pu observer une large mobilisation des opposants à l'événement. L'opposition a connu son apogée le 28 novembre lors d'une manifestation qui a donné lieu à des actes de violence perpétrés par une petite minorité. Dès le début des débordements, les organisateurs ont immédiatement mis un terme à la manifestation.

Hausse notable du nombre de voitures incendiées

Durant l'année sous revue, le nombre de véhicules incendiés a connu une forte hausse, passant de 23 en 2008 à 32, ce qui correspond à environ 40 %. Les principales cibles de ces actes étaient des véhicules de classe supérieure ou des voitures de luxe, ainsi que les véhicules de certains représentants de l'Union démocratique du centre (UDC).

Cette hausse se fait surtout ressentir depuis la fin de l'été 2009, avec des dégâts parfois plus importants. Du point de vue géographique, l'agglomération zurichoise et Aarau AG constituent les points les plus chauds. D'autres villes ont toutefois aussi été touchées, comme Zoug, Berne, Muttenz BL et Genève. Le 14 novembre 2009, la police cantonale argovienne est parvenue à arrêter deux jeunes suisses d'une vingtaine d'années, issus des milieux d'extrême



Événements motivés par l'extrémisme de gauche annoncés au SRC depuis 2004 (sans les graffitis)

gauche. Ces milieux ont réagi par diverses actions de solidarité et d'autres incendies de voitures. Parmi les incendies répertoriés durant l'année 2009, une dizaine a été enregistrée dans le cadre de la série d'incendies qui a frappé Aarau et des actions de solidarité qui s'en sont suivies.

Du point de vue des criminels, les incendies constituent une forme d'action sans risque, bon marché, spectaculaire et par conséquent médiatique. Elle prend aussi en considération la mise en danger d'autrui.

Actions de solidarité

Durant l'année sous revue, les milieux d'extrême gauche ont également pris des incidents en Suisse et à l'étranger comme prétexte pour des attaques et autres manifestations. En effet, au cours des premiers mois de l'année, ils ont mis sur pied des actions de solidarité en lien avec les fortes perturbations qu'a connues la Grèce pendant plusieurs semaines. Ces émeutes avaient éclaté à la suite d'une fusillade de la police visant un jeune en décembre 2008. De même, pendant un certain temps, les milieux d'extrême gauche ont tenté d'instrumentaliser en faveur de leur cause le décès d'un adolescent de 17 ans lors d'un contrôle de police le 30 mai à Bienne.

En 2009 aussi, des actions de solidarité en faveur de prisonniers politiques présumés ont eu lieu à maintes reprises. Ces actes ont englobé des attaques de représentations étrangères pour soutenir des membres du PC p-m italien (Partito comunista politico-militare, organisation ayant succédé aux Brigades rouges) et du mg allemand (militante groupe) condamnés à

des peines privatives de liberté parfois lourdes, respectivement au mois de juin à Milan et en octobre à Berlin. Des attaques ont aussi été commises en signe de solidarité avec dix personnes arrêtées en France dans le cadre d'actes de sabotage contre le réseau de chemins de fer en novembre 2008. A cette occasion, des inconnus ont gravement endommagé le Monument du Lion de Lucerne à coups de peinture. Pendant les premiers mois de l'année, les milieux d'extrême gauche se sont particulièrement intéressés à l'arrestation de deux adolescents après une attaque à la peinture le 17 janvier à Zurich, d'un dirigeant de la RAZ et, en février, de plusieurs extrémistes de gauche impliqués dans l'attaque d'un bar à Fribourg en automne 2008. L'attaque de l'établissement était, en fait, dirigée contre un concert apparemment d'extrême droite. De nouvelles attaques ont eu lieu également en faveur de Marco Camenisch, condamné pour meurtre.

Thèmes

Les thèmes principaux de l'année sous revue ont été la crise économique et la lutte pour l'emploi, qui promettent tous deux un potentiel de recrutement et de mobilisation élevé. Des événements tels que le Forum économique mondial (WEF), le 1^{er} Mai, le sommet du G8 en juillet à L'Aquila (Italie), le sommet du G20 en avril à Londres et la septième Conférence ministérielle de l'OMC en novembre et décembre à Genève ont mis cette thématique au premier plan. Ces thèmes ont du reste été utilisés à de multiples reprises pour justifier des attaques contre des institutions financières ou des agences de placement. Malgré cela, les milieux d'extrême

gauche enclins à la violence n'ont pas réussi à susciter l'intérêt au-delà de leurs propres partisans. Il en a été de même lors de deux autres événements majeurs reprenant ces thèmes, le sommet de l'OTAN à Kehl (Allemagne) et à Strasbourg (France) au début avril et la Conférence sur le changement climatique à Copenhague (Danemark) en décembre.

L'extrême gauche se concentre donc plutôt sur des sujets-clés tels que la lutte contre le fascisme (antifa), le thème de la répression et la politique en matière de migration. Depuis l'été dernier, plusieurs infrastructures liées à la politique d'asile ont été visées par des attaques. De manière générale, la police et ses installations ont aussi continué à être pris pour cibles par les extrémistes de gauche au cours de l'année 2009.

L'APPRÉCIATION

Thèmes

Avec la sécurité, les thèmes médiatiques comme la lutte contre le fascisme et la crise économique resteront au cœur des discussions. Pour l'extrême gauche, ces deux groupes de problèmes sont étroitement liés à la source et ces milieux y voient un potentiel de recrutement et de mobilisation élevé. On peut prévoir que le piratage de sites Internet et de courriels gagnera en importance dans la lutte contre l'extrême droite. La publication de données et de photos poursuit un objectif de diffamation et d'atteinte économique de l'adversaire; elle sert aussi à désigner des cibles pour d'éventuels attaques.

La lutte contre la répression, la politique en matière de migration et d'asile ainsi que la solidarité envers des prisonniers politiques présumés pourraient encore donner lieu à des actions. Selon le degré de connaissance actuel, le nombre d'activités liées à l'idéologie d'extrême gauche devrait plutôt avoir tendance à augmenter qu'à diminuer.

Potential de violence

De manière générale, le potentiel de violence reste élevé. On n'a pas observé de tendances au terrorisme en Suisse durant l'année sous revue, mais les relations des milieux suisses d'extrême gauche avec des groupes terroristes de gauche à l'étranger ne doivent pas être négligées. A cet égard, la Reconstruction révolutionnaire suisse (Revolutionärer Aufbau Schweiz, RAS) et le Secours Rouge International (SRI) qu'elle régit continuent de jouer un rôle prépondérant. ■



Matériel saisi le 17 février
après une attaque perpétrée
contre un bar fribourgeois
le 11 octobre 2008
[Photo Police]

2.3 Extrémisme de la cause animale

LES ÉVÉNEMENTS

- 23 janvier** Des inconnus badigeonnent de peinture le hall d'entrée d'une boutique Max Mara à Zurich et endommagent la serrure de la porte d'entrée au moyen de colle instantanée.
- 12 avril** Des inconnus maculent les locaux et les véhicules de l'entreprise Tipesca à Sigrino TI. En même temps, deux boucheries sont victimes de graffitis à Tesserete et Rivera.
- 8 mai** Des inconnus effectuent des « visites à domiciles » (home visits) chez des employés de Novartis à Oberwil, Therwil et Bottmingen BL. Des tiers subissent parfois des dégâts. Les auteurs du délit barbouillent des façades de maisons, endommagent des véhicules au moyen de substances chimiques et taillent des pneus. Le même week-end en France voisine, à Huningue, un centre de loisirs de Novartis est incendié.
- 19 mai** A Soleure, une tentative d'incendie de véhicules échoue. Suite à une méprise, le voisin d'un collaborateur de Novartis est victime de l'agression, qui ne peut par conséquent être attribuée qu'ultérieurement à des activistes de la cause animale présumés, grâce à une revendication sur Internet.
- 10 juin** Un groupe inconnu, s'autoproclamant le « Commando Braunbär » souille le consulat général d'Autriche à Zurich en lançant des bouteilles contre le bâtiment.
- 16 juillet** A proximité du domicile du CEO de Novartis, Daniel Vasella, une chapelle est couverte de slogans de la campagne Stop Huntingdon Animal Cruelty (SHAC).
- 27 juillet** A Coire, des inconnus profanent deux tombes de la famille Vasella et dérobent une urne dans l'une d'entre elles.
- 3 août** Dans la nuit du 2 au 3 août, à Bach (Autriche), des inconnus mettent le feu au pavillon de chasse du CEO de Novartis.

- 14 août** Des inconnus projettent de l'acide butyrique sur le site de la société Novartis, à Berne.
- 28 septembre** Des inconnus détruisent les affiches publicitaires d'un grand distributeur, à Baden AG, pour les remplacer par des affiches de protestation contre l'élevage d'animaux.
- 18 novembre** A Locarno TI, la police doit dissoudre une manifestation non autorisée d'Offensiva Animalista devant le cirque Knie.
- 18 décembre** Un courrier adressé aux médias tessinois indique que l'organisation Animal Rights Militia (ARM) a affirmé avoir empoisonné de la viande au Tessin. Les examens chimiques des saucisses jointes à ce courrier ne confirment pas la menace.

Revendication sur Internet de l'incendie de la maison de vacances du CEO de Novartis



LA SITUATION

Vue d'ensemble des campagnes pour les droits des animaux

Le mouvement de libération des animaux et celui pour les droits des animaux luttent contre l'espécisme, c'est-à-dire le privilège moral systématique accordé à l'homme par rapport à l'animal. Ils combattent l'utilisation qui est faite des animaux en général, et plus particulièrement dans le cadre de la chaîne alimentaire, de l'habillement et de l'entretien, ainsi que l'expérimentation animale, quels que soient ses buts. Ces idées forment un arrière-plan homogène, de sorte que des activistes de la cause animale enclins à la violence sont susceptibles de commettre en tout temps des actions directes dans n'importe lequel de ces domaines. Les organisations, les groupes, les cellules prédisposées à la violence, ou encore d'éventuels activistes isolés également enclins à la violence, coordonnent cependant leurs activités dans le cadre de campagnes constituées d'actions légales, et à divers degrés, également illégales ou violentes.

Parmi les actions organisées en Suisse, on citera les campagnes contre le commerce des fourrures par les boutiques Max Mara et Escada, ainsi que les actions contre les boucheries et le commerce du poisson. Par ailleurs, l'Action cirque sans animaux (AZOT), qui est active depuis plusieurs années, n'a pas mené d'actions illégales en 2009. La campagne SHAC s'est, par contre, manifestée en Suisse presque exclusivement par des actes criminels; on présume en effet que toutes les attaques susmentionnées contre Novartis y sont liées.

SHAC

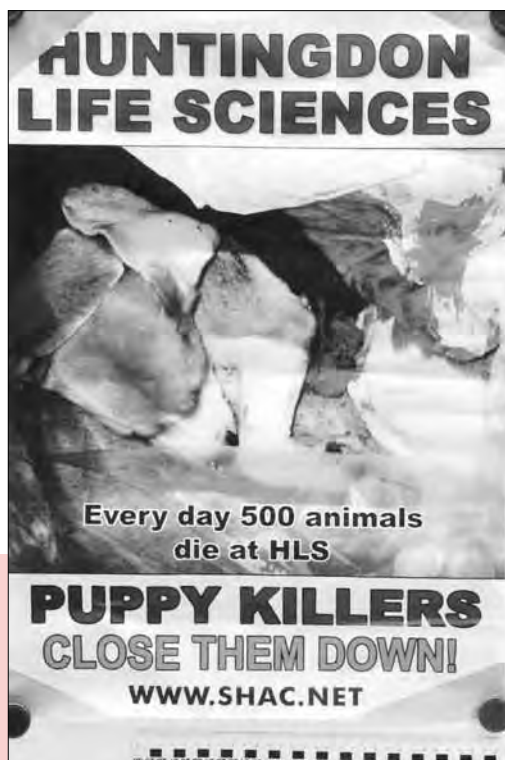
Durant l'année sous revue, le Service de renseignement n'a eu connaissance que d'une seule manifestation en Suisse liée à SHAC; elle s'est déroulée devant le site de l'entreprise Novartis, à Berne. Tandis qu'au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et sur le continent européen l'objectif de la campagne a été poursuivi aussi au moyen de protestations légales, en Suisse les activistes ont presque exclusivement procédé par des actes criminels. La série la plus récente d'attaques visant principalement des collaborateurs de Novartis, en particulier en Allemagne, en Autriche, en France et en Suisse, a débuté en décembre 2008 déjà dans la région de Lörrach (Allemagne), tout près de la frontière suisse.

Le répertoire d'actions directes (« direct actions ») utilisé depuis décembre 2008 reprend les modes opératoires typiques des extrémistes de la cause animale, comme les visites nocturnes à domicile (« home visits ») avec déprédations, les incendies criminels (ou tentatives), les profanations de tombes et le vol. Ces actions se sont accompagnées de menaces, de tentatives d'intimidation et d'extorsion. Ainsi, dans la revendication des visites à domicile dans la région de Bâle, les auteurs déclaraient, en substance, vouloir saisir toutes les occasions qui se présenteraient pour effrayer la racaille meurtrière du personnel de Novartis pour qu'ils aient aussi peur que les animaux dans les laboratoires de HLS (« will take every opportunity to bring fear into the lives of the murdering scum of Novartis workers, just like the animals feel fear in-

side the labs of HLS »). Les revendications des auteurs, ligués en ARM (Milice pour les droits des animaux), Animal Liberation Brigade (Brigade de libération des animaux) ou, depuis 2009 dans toute l'Europe, Militant Forces Against Huntingdon Life Sciences (MFAH), contiennent toutes implicitement un potentiel de menace dépassant les revendications de l'Animal Liberation Front (ALF, Front de libération des animaux).

Condamnations au Royaume-Uni

Un certain nombre d'activistes à la tête de la campagne SHAC ont été condamnés à des peines de prison de plusieurs années en janvier 2009 au Royaume-Uni, pour « conspiration destinée à l'extorsion ». Par trois fois, le jugement a également fait mention d'activités en Suisse. En 2005 et 2006 surtout, on a pu observer en Suisse une multitude d'activités illégales liées à SHAC; l'arrestation des activistes de SHAC au Royaume-Uni en 2007 avait également calmé la situation en Suisse, bien que des activistes d'autres pays comme les Pays-Bas ainsi que des Suisses aient aussi participé aux actions menées en Suisse. De nouveaux procès et de nouvelles condamnations sont attendus au Royaume-Uni pour 2010.



Affiche de la SHAC saisie à Zoug le 14 septembre [Photo Police]

L'APPRÉCIATION

Actions directes et interconnexions

Deux types d'actions illégales directes sont effectuées au nom de l'ALF: d'une part la libération d'animaux, d'autre part des actions portant atteintes aux personnes ou entreprises dont l'ALF estime qu'ils exploitent des animaux. Elles se déroulent dans le champ d'action de l'ALF par des sabotages, du vandalisme et des incendies. Outre les incendies proprement dits, il s'agit notamment de dégâts matériels et de violations de domicile. Dans le cadre de la campagne SHAC en tous cas, ces actions directes s'accompagnent d'actes d'intimidation, de menaces voire même de chantage. Si l'ALF assume l'illégalité de ses actes dans ses directives publiques, elle donne en revanche pour consigne de prendre les précautions nécessaires pour éviter de blesser soit des personnes, soit des animaux.

Bien que l'ALF prône une « résistance sans chef » (leaderless resistance), elle opère vraisemblablement en petites cellules fixant ou coordonnant ses actions. Au niveau international, il existe un rassemblement annuel pour les droits des animaux, l'Animal Rights Gathering, auquel, selon des sources internationales, des activistes suisses ont déjà assisté.

SHAC

Depuis son lancement à la fin des années 1990, la campagne contre la société britannique d'expérimentation animale Huntingdon Life Sciences (HLS) continue d'apporter son lot de violence. Son objectif est la fermeture de HLS.

La société doit être mise en banqueroute, en incitant ses créanciers, ses clients et ses fournisseurs à mettre un terme à leurs relations d'affaires avec elle. Les partenaires d'affaires présumés de HLS sont désignés comme cibles sur Internet et souvent assaillis d'actes de protestation légaux durant les semaines d'action. Ces actes peuvent également être dirigés contre des collaborateurs des entreprises à leur domicile et prendre la forme d'actions typiques de l'ALF. La recherche de cibles humaines potentielles constitue la base de ces agressions.

Après l'arrestation des activistes à la tête de SHAC en 2007, la campagne a été importée en Suisse en 2007 et 2008 par des activistes suisses. Cependant, durant cette période, elle s'en est tenue à la protestation légale, probablement en raison des mesures policières prises à titre préventif. Mais à cette époque déjà, les milieux suisses s'intéressaient aussi aux campagnes contre la vente de fourrures et à l'Action cirque sans animaux (AZOT). Dans ces domaines, des actes violents ou illégaux ne se sont produits que rarement en comparaison avec la campagne SHAC, et la violence exercée contre des biens matériels était la plupart du temps moins intensive. Cela n'exclut toutefois pas la participation ou la complicité d'activistes suisses en cas d'actions violentes, pas plus que la possibilité d'actions de soutien.

Extrémisme de la cause animale en Suisse

En Suisse, on ne compte que quelques dizaines d'extrémistes de la cause animale en-

clins à la violence. Ces personnes sont également en relation avec les représentants de la campagne SHAC. Le potentiel violent des milieux locaux est pourtant bien moins important que par exemple au Royaume-Uni ou aux Pays-Bas. L'attention des milieux suisses se porte depuis plus longtemps sur des campagnes contre les numéros mettant en scène des animaux dans les cirques ou encore contre le commerce de fourrures. Au niveau suisse comme au niveau international, on constate qu'une partie des activistes engagés pour les droits des animaux suit la mouvance d'extrême gauche.

Des actions violentes risquent de se produire en tout temps en Suisse dans le cadre de la campagne SHAC au moins jusqu'à ce que les auteurs des agressions visant les collaborateurs de Novartis soient sous les verrous. Cette campagne est une question de prestige, au moins pour les milieux britanniques enclins à la violence, et ni Novartis ni d'autres entreprises suisses ne seront rayées de la liste des cibles, sur laquelle elles occupent une place importante, tant qu'elles n'auront pas cédé. C'est ce qui fait le potentiel dommageable de la campagne SHAC: elle ne porte pas seulement atteinte au niveau opérationnel, mais également au niveau économique et à la réputation des entreprises.

Des actions illégales d'ALF dans le cadre d'autres campagnes ou dans n'importe quel domaine du mouvement de libération des animaux sont également susceptibles d'être menées en tout temps. ■



Emplacement et explosifs de l'attentat manqué du 19 mai à Soleure
[Photo Police]

2.4 Groupes extrémistes violents de l'Europe du Sud-est

LES ÉVÉNEMENTS

- 24 janvier** A Zurich, on annonce la création d'une association faîtière des différentes associations ethniques albanaises de la diaspora de la Serbie du Sud en Suisse.
- 28 février / 17 mai** Les festivités annuelles en l'honneur des combattants de l'armée de libération tombés pour Presevo, Bujanovac et Medvedja (UÇPMB) se tiennent le 28 février à Bad Ragaz SG et le 17 mai à Rorschach SG.
- septembre** En septembre, la Suisse prononce deux interdictions d'entrée pour une durée de plusieurs années contre des chanteurs nationalistes de l'Europe du Sud-est, respectivement de nationalité serbe et croate.
- 9 octobre** Une centaine de personnes manifestent pacifiquement devant l'ambassade de Suisse à Zagreb suite à l'interdiction d'entrée prononcée contre un chanteur croate.

LA SITUATION

Europe du Sud-est

Pendant l'année sous revue, les actes violents perpétrés par des groupes extrémistes en Europe du Sud-est n'ont eu aucune influence notable au-delà de la situation sécuritaire locale.

Anniversaire de l'indépendance du Kosovo

Le 17 février, la communauté albanaise de Suisse a fêté le premier anniversaire de la déclaration d'indépendance du Kosovo. Les festivités se sont déroulées sans incident violent. A Aarau, une douzaine de jeunes Albanais du Kosovo se sont heurtés à des jeunes Serbes à l'occasion d'une manifestation spontanée. Les deux groupes ont tenté de mobiliser d'autres personnes par téléphone, mais la police a pu empêcher la situation de se dégrader.

Associations liées à la Serbie du Sud

Conformément à l'évolution dans la région, les activités des associations albanaises en lien avec la Serbie du Sud ont augmenté en Suisse. Ces associations ont amélioré leur organisation: ainsi, les deux associations « Presevo-Tal », basée à St-Gall, et « Kosovo Est », basée à Zurich, ont décidé au début de l'année 2009 de réunir les différentes associations albanaises de la diaspora de la Serbie du Sud résidant en Suisse en une association faîtière. Par ailleurs, elles ont consolidé leurs collectes de fonds en appelant à diverses reprises à la générosité publique.

Les manifestations des associations de Serbie du Sud en l'honneur des membres de l'UÇPMB tombés au combat se sont déroulées autour du

thème de la situation dans le Sud de la Serbie, et plus particulièrement de l'arrestation d'anciens combattants de l'UÇPMB. Aucun appel à la violence n'a été constaté dans le cadre de ces célébrations. En revanche, de l'argent a été collecté à des fins d'aide humanitaire pour la population albanaise du Sud de la Serbie. L'utilisation précise de ces fonds reste inconnue.

Concerts de chanteurs nationalistes

De temps en temps, des concerts de chanteurs nationalistes originaires d'ex-Yougoslavie ont lieu en Suisse. Ces chanteurs bénéficient d'une grande popularité, tant dans leur patrie qu'au près de la diaspora de leur groupe ethnique. Souvent, leurs noms de scène et leurs morceaux font allusion aux différents conflits qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie dans les années 1990. Les paroles sont régulièrement ultranationalistes, d'un extrémisme violent ou xénophobes et offrent une interprétation musicale de la propagande des partis extrémistes. Ils glorifient les crimes de guerre contre d'autres ethnies, acclament les auteurs de violence comme des héros et appellent à la violence contre d'autres groupes ethniques, de manière plus ou moins explicite. Il existe donc un risque que de telles manifestations conduisent à la radicalisation de certaines parties de la communauté issue de la diaspora de l'Europe du Sud-est résidant en Suisse.

Les apparitions de groupes de musique nationalistes sont perçues comme une provocation par les autres communautés issues de la dias-

pora de l'Europe du Sud-est. Il pourrait s'en suivre des perturbations de la sécurité intérieure de la Suisse si des Bosniaques, Crotes, Serbes et Kosovars vivant en Suisse se laissaient provoquer par le comportement ultranationaliste d'un autre groupe ethnique dans le cadre d'un concert. Ces années passées, les confrontations violentes directes entre les groupes ethniques de l'ex-Yougoslavie étaient certes rares, mais des actions isolées menées par des personnes ou des groupes membres de cercles ultranationalistes sont toutefois possibles dans un contexte chargé en émotions comme celui de concerts.



Carte générale des régions de peuplement albanais et serbe au Kosovo (simplification)

L'APPRÉCIATION

Europe du Sud-est

La situation dans le nord du Kosovo représente le risque d'escalade le plus important du point de vue de l'extrémisme violent. Durant l'année sous revue, la volonté, affichée tant par la partie serbe que par la partie kosovare, de s'intégrer à l'UE pourrait cependant avoir eu pour effet d'inciter les dirigeants politiques des deux parties à prendre un ascendant pondérateur sur les groupes à tendance violente. Le potentiel de violence de ces groupes n'en reste pas moins présent de manière latente. La situation dans le sud de la Serbie est indissociable de celle du Kosovo. Les Albanais du sud de la Serbie servent, comme les Serbes au Kosovo, de monnaie de négociation aux dirigeants politiques serbes et kosovars, monnaie qui permet d'exercer une certaine pression.

Suisse

Le comportement de la diaspora de l'Europe du Sud-est résidant en Suisse reste étroitement lié à l'évolution de la situation dans les pays concernés. Le calme relatif qui semble être revenu dans la région après la déclaration d'indépendance du Kosovo a commencé à porter ses fruits durant l'année 2009. Le potentiel de violence pour le moins latent au sein de la diaspora de l'Europe du Sud-est ne pourrait pas nuire considérablement à la sécurité intérieure de la Suisse pour l'instant. Par contre, on continue de montrer du doigt les activités de personnes proches de groupes extrémistes violents. Ces dernières pourraient utiliser la Suisse comme

base logistique ou plaque-tournante de financement. Souvent, ces cercles entretiennent également des relations étroites avec des personnes issues du milieu criminel. ■

2.5 PKK

LES ÉVÉNEMENTS

- 9 janvier** Dans la nuit du 8 au 9 janvier, des coups de feu sont tirés sur les locaux de l'association culturelle turque de Münchenbuchsee BE. L'immeuble avait déjà été visé par un incendie criminel en 2007.
- 9 décembre** Plus de cinquante personnes d'origine kurde occupent pendant trois heures les locaux de la Télévision suisse à Zurich en réclamant un reportage sur les conditions de détention actuelles d'Öcalan. Quarante-quatre personnes sont mises en garde à vue et un policier est blessé par les manifestants qui se trouvent à l'extérieur du bâtiment. La baie vitrée est endommagée de l'extérieur.
- 11 décembre** La Cour constitutionnelle turque interdit le Parti pour une société démocratique (DTP) pro-kurde.

İsviçre Devlet Televizyonu işgal edildi



1 2 3 4 5 6 » 9



Propagande sur Internet se référant à l'occupation de la Télévision Suisse (SF), le 9 décembre

LA SITUATION

Tentatives de résolution du conflit en Turquie

En été et en automne 2009, la recherche d'une solution à la question kurde a entraîné une diminution des actes de violence. En parallèle, les échauffourées violentes entre les forces armées turques et les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se sont poursuivies.

A la fin du premier semestre, le gouvernement a fait part de sa volonté d'atténuer les poursuites judiciaires pour certains groupes de personnes. Il s'agissait, d'une part, d'anciens combattants du PKK récemment rentrés en Turquie et, d'autre part, de personnes ou de groupes ayant montré leur sympathie pour la question kurde. Par ailleurs, le gouvernement a mis un terme à l'isolement du chef kurde Abdullah Öcalan, qui est emprisonné sur l'île Imrali. Enfin, il a aussi pris de nouvelles mesures préventives en vue de libéraliser l'utilisation et l'enseignement de la langue kurde. De son côté, le PKK a annoncé un cessez-le-feu au printemps et Abdullah Öcalan a mentionné avoir soumis en août des propositions de solution au gouvernement. Dans le nord de l'Irak, le gouvernement régional du Kurdistan a appelé le PKK à suspendre les opérations de guérilla à partir de son territoire et a manifesté sa volonté de mieux collaborer avec la Turquie à l'avenir en ce qui concerne les questions de sécurité.

On a rapporté que des opérations de guérilla (agressions ou mines) avaient eu lieu contre les forces de sécurité au sud-est du pays. Il est pos-

sible que leurs auteurs fassent partie de l'aile dure du PKK, opposée aux actuels efforts de rapprochement. De son côté, en octobre, le parlement turc a prolongé d'un an le mandat des forces armées turques consistant à mener des opérations militaires contre le PKK dans le nord de l'Irak. Le mandat initial avait été décidé en octobre 2007. Ces opérations consistent principalement en bombardements aériens. Par ailleurs, l'interdiction du DTP a provoqué l'indignation des milieux kurdes. En Turquie, cette décision a donné lieu à des débordements violents en de nombreux endroits.

Vue d'ensemble des activités en Suisse

Dans l'ensemble, la situation relative au PKK en Suisse s'est calmée. L'apaisement est dû, d'une part, à l'évolution de la situation en Turquie, mais pourrait également être la conséquence des mesures édictées par le Conseil fédéral en novembre 2008 pour éviter le recours à la violence de la part des activistes du PKK.

L'année sous revue a aussi vu se poursuivre les manifestations de protestation en Suisse. Que ce soit pour la libération d'Abdullah Öcalan ou pour que le peuple kurde obtienne davantage d'autonomie en Turquie, la plupart des manifestations autorisées se sont déroulées de manière pacifique. La question Abdullah Öcalan a également été la raison de l'occupation des locaux de la Télévision suisse à Zurich, les manifestants réclamant un reportage sur les conditions de détention actuelles d'Öcalan. La modification de ces conditions de détention a

aussi été à la base d'autres manifestations, plus de 90 au total, par exemple des anniversaires comme le dixième anniversaire de l'arrestation d'Öcalan ou l'anniversaire de la fondation du PKK. Dans divers endroits, des cérémonies commémoratives ont été organisées pour des martyrs. A l'extérieur de la Turquie, l'interdiction du DTP a provoqué plusieurs dizaines de manifestations et d'actes de protestation. En Suisse, on a décompté plus de vingt événements de ce type, pour la plupart non violents.

Arrestations et aveux

En mars de l'année sous revue, six personnes appartenant au PKK ont été arrêtées. Les hommes, âgés de 19 à 30 ans, ont avoué avoir mis le feu à une agence de voyage turque à Berne le 18 octobre 2008. L'attentat avait échoué.

Recrutement et formation

Le PKK poursuit sa propagande et amasse de l'argent. En outre, on constate que le recrutement et la formation de jeunes à des fins d'engagement au combat en Turquie se sont multipliés. Depuis 2005 au moins, des séminaires et camps d'entraînement ont lieu, toujours à intervalles irréguliers, en Suisse comme dans d'autres pays européens. De plus, les fonctionnaires du PKK ont surtout sélectionné de jeunes recrues pour les envoyer dans des camps d'entraînement à l'étranger. Dans les années 1990, ces séminaires kurdes étaient clairement destinés à enseigner la planification, l'organisation et la préparation d'actes de violence.



Carte générale des régions de peuplement kurde

L'APPRÉCIATION

Recherche intensive d'une solution en 2009

Le principal développement de l'année sous revue a été la recherche d'une solution à la question kurde. Les deux parties y ont travaillé. Pour ce faire, le gouvernement turc a pu bénéficier du soutien de l'armée, tandis que le PKK s'est heurté aux importantes réserves des forces radicales dans ses propres rangs.

Isolement du PKK dans la région

L'isolement croissant du PKK sur le plan régional pourrait soutenir les efforts de rapprochement des éléments modérés à l'avenir. L'abandon de la guérilla par l'aile dure de l'organisation est néanmoins improbable pour l'instant. Cette fraction du PKK ne devrait pas se plier aux propositions turques qui ne prévoient pas de reconnaissance du parti. Les actes de guérilla ou la reprise des attentats visant des centres touristiques deviennent plus probables dans la région montagneuse du Sud-est de la Turquie avec l'arrivée des beaux jours. Le PKK, ainsi que les « Faucons de la liberté du Kurdistan », une organisation proche du PKK, ont proféré des menaces de ce type au début de l'année 2010.

Potentiel de violence

Etant donné le potentiel de mobilisation et de violence toujours présent dans les groupes turcs et kurdes en Suisse, des actions de protestation et d'occupation restent possibles comme dans les années 1990, en fonction de l'évolution de la situation en Turquie. D'autre part, le risque d'attentat contre des établissements turcs n'est pas nul non plus au vu du comportement agressif de certains acteurs, en particulier de jeunes Kurdes. ■

2.6 Extrémisme violent tamoul

LES ÉVÉNEMENTS

- 2 janvier** Dans le cadre de son offensive lancée en 2006 contre les séparatistes des Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE), l'armée sri-lankaise prend d'assaut la ville de Kilinochchi, connue comme étant la « capitale » des LTTE dans le nord du pays.
- 12 février** Un activiste tamoul du Royaume-Uni, âgé de 30 ans, s'immole par le feu sur la Place des Nations de Genève en signe de protestation contre la guerre. Il succombe à ses graves brûlures. D'autres suivent son exemple en Inde. En Allemagne, au milieu du mois d'avril, la police confisque plusieurs bidons d'essence lors d'une manifestation de Tamouls.
- 14 avril** Des manifestants tamouls pénètrent de force dans l'ambassade du Sri Lanka à Oslo et saccagent une partie du bâtiment.
- 17 avril** Au Royaume-Uni, le chef présumé des LTTE britanniques, Arunachalam Chrisanthakumar, est déclaré coupable d'avoir fourni aux LTTE au Sri Lanka du matériel destiné à la confection de bombes.
- 20 avril** Des manifestations organisées à Paris par des Tamouls donnent lieu à des débordements et à des agressions d'agents de police. Plus de 210 personnes sont mises en garde à vue.
- 29 avril** La police genevoise doit recourir à des canons à eau pour empêcher des manifestants tamouls de pénétrer dans le bâtiment de l'ONU.
- 10 mai** Après une manifestation non autorisée devant le Palais fédéral, environ 200 Tamouls se rendent devant l'ambassade de l'Inde à Berne. Pour la première fois en Suisse, une manifestation politique de Tamouls entraîne des dégâts matériels. Des vitres sont brisées, ce qui nécessite l'intervention de la police.
- 16 mai** 26 ans après l'éclatement de la guerre civile au Sri Lanka, le président sri-lankais Mahinda Rajapakse annonce la victoire imminente de l'armée sur les LTTE. La veille, les troupes gouvernementales avaient repris les dernières zones côtières du nord-est du pays encore aux mains des LTTE.

- 18 mai** Le gouvernement sri-lankais annonce la mort de près de l'ensemble des dirigeants des LTTE au Sri Lanka, dont le chef des rebelles Vellupillai Prabhakaran.
- 2 août** A Albisgüetli (Zurich) a lieu une rencontre de Tamouls réunissant plus de 400 personnes, parmi lesquelles un proche du nouveau chef des LTTE Selvarasa Pathmanathan.
- 5 août** Selvarasa Pathmanathan est arrêté dans un pays du Sud-est asiatique et extradé vers le Sri Lanka.
- 24 novembre** En France, 21 membres présumés des LTTE sont condamnés à des peines de prison d'une durée atteignant parfois plusieurs années. Ils sont jugés coupables d'avoir extorqué des fonds à la communauté tamoule exilée en France au profit des LTTE. En outre, le tribunal ordonne la dissolution du Comité de coordination tamoul en France, que les LTTE auraient utilisé comme couverture.
- 27 novembre** Au Forum de Fribourg se tient la journée annuelle de commémoration des héros des LTTE. Près de 6000 Tamouls y assistent. Cet événement provoque des confrontations violentes.
- 30 décembre** Un Tamoul domicilié en Suisse est arrêté au poste-frontière de L'Auberson VD et remis à la police cantonale compétente. Il transporte 120 000 euros dans sa voiture; cette somme provient vraisemblablement d'une collecte de fonds. Le Ministère public de la Confédération ouvre une enquête de police judiciaire et ordonne la mise sous séquestre de l'argent.



Manifestation non autorisée
de la TYO devant le
Palais fédéral, le 24 octobre
[Photo Police]

LA SITUATION

Stabilisation de la situation sécuritaire au Sri Lanka

La victoire militaire de l'armée sri-lankaise sur les LTTE et l'élimination des dirigeants des Tigres tamouls ont calmé la situation sécuritaire au Sri Lanka. Les LTTE ont perdu leur ascendant violent sur toutes les régions qu'ils possédaient, ainsi que leur influence sur la population dans les provinces tamoules du Sri Lanka. Durant le deuxième semestre, la principale préoccupation du gouvernement a été de stabiliser la situation et de rétablir la sécurité dans le pays. L'internement d'environ 300 000 Tamouls dans des camps immédiatement après la fin de la guerre devrait, semble-t-il, empêcher que les LTTE ne se convertissent en un groupe de guérilla.

Scission des LTTE

Après la mort de leur chef Prabhakaran et l'arrestation de son successeur Pathmanathan, les LTTE se sont scindés en deux camps. Le groupe qui s'est formé autour de l'arrestation de Pathmanathan, dirigé par l'avocat tamoul Rudrakumaran, souhaite, selon ses propres dires, cesser le conflit armé et poursuivre son objectif de fonder un Etat tamoul au Sri Lanka en empruntant des voies politiques. L'autre fraction, sous l'égide du chef présumé des LTTE en Europe, veut par contre continuer la lutte armée et la propager coûte que coûte.

Restructuration en Suisse

Cette scission des LTTE en deux camps distincts a également entraîné une restructuration en Suisse, dont le résultat était encore ouvert à la fin de l'année 2009. Il y a eu des changements à l'échelon des dirigeants nationaux. Malgré tout, l'extrémiste violent tamoul n'a pas perdu toute sa force de frappe en Suisse: à la fin août, un événement public et une fête ayant pour thème le Sri Lanka ont dû être annulés dans un centre commercial du canton de Zoug. En effet, des représentants de l'association de jeunes Tamil Youth Organisation (TYO), proche des LTTE, avaient menacé les organisateurs d'entreprendre une action non précisée pendant l'événement. Par ailleurs, même après la fin du conflit militaire avec les LTTE, des groupes proches de l'idéologie de ces derniers ont continué d'organiser des manifestations régulières en Suisse. Cependant, ces manifestations n'ont plus causé de débordements violents comme au cours du premier semestre 2009. Elles avaient surtout pour but d'attirer l'attention sur la situation problématique des expatriés de guerre au Sri Lanka.

L'APPRÉCIATION

Luttes persistantes entre les courants politiques

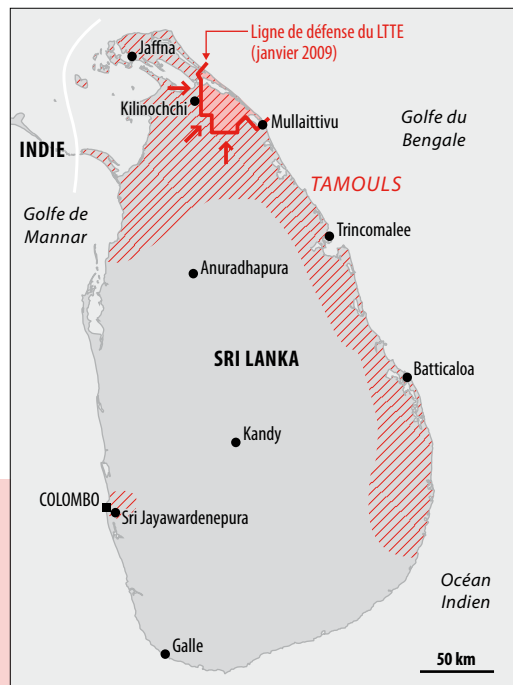
La défaite militaire ainsi que la mort du chef charismatique des LTTE Prabhakaran ont marqué la fin des LTTE sous leur forme d'origine. Après l'arrestation du successeur que Prabhakaran avait lui-même désigné, les LTTE n'avaient plus de dirigeant reconnu par tous. Des luttes internes entre les différents courants politiques ont donc éclaté, donnant naissance aux fractions décrites plus haut. Ces luttes intestines perdurent pour l'instant et détermineront dans une large mesure le comportement à venir des anciens partisans des LTTE. Une reprise du conflit armé au Sri Lanka est peu probable, en raison de la solide position de l'armée et de la rigidité des mesures de sécurité dans les régions tamoules. Par contre, des attaques isolées d'extrémistes tamouls contre l'armée, les infrastructures étatiques, des politiciens et civils qui s'exposent ne sont pas exclues.

Le nationalisme tamoul reste une réalité

Il ne faut pas assimiler la défaite des LTTE à la fin de l'aspiration des Tamouls à l'indépendance. Les débordements violents d'activistes tamouls au cours du premier semestre 2009 ont démontré que même en Suisse, l'objectif des LTTE de fonder un Etat tamoul était partagé par une bonne partie de la diaspora tamoule. La manière de procéder du gouvernement sri-lankais sera décisive quant à la suite des événements: soit le conflit se résoudra pacifiquement à la suite de la fin provisoire de la guerre civile,

soit il faudra craindre de nouveaux affrontements violents. A priori, il semble peu probable qu'une solution politique puisse être apportée au conflit. Deux éléments s'y opposent: d'un côté les réticences du gouvernement à l'égard des réformes politiques et de l'autre les efforts que la diaspora tamoule continue de produire en vue d'une sécession.

Les condamnations des dirigeants et des membres des LTTE en Europe pourraient provoquer l'apparition d'une nouvelle garde de Tamouls plus jeunes aux avant-postes de la diaspora. Leur position politique sera déterminée par l'issue des luttes entre les différents courants internes. ■



Carte générale des régions de peuplement tamoul et des dernières zones de combat des LTTE pendant l'année sous revue (simplification)

3. Prolifération

LA SITUATION

Vue d'ensemble

On entend par prolifération la transmission d'armes de destruction massive et leurs vecteurs ou de biens et technologies favorisant la fabrication et l'acquisition de telles armes. La Suisse est touchée par la diffusion d'armes de destruction massive, tant au niveau national qu'international.

A l'échelle internationale, le conflit entourant le programme nucléaire iranien est resté au centre des préoccupations durant l'année sous revue. Dans la région en plein essor du Sud-est asiatique (Chine, Japon et Corée), les ambitions nucléaires de la Corée du Nord menacent le développement économique et social.

A l'échelle nationale, la Suisse se caractérise par sa compétitivité en tant que lieu de fabrication doté d'excellents produits, par son orientation marquée pour l'exportation et par ses très bonnes conditions générales dans les domaines de la logistique, de la communication et des finances. Ces points forts sont aussi attractifs pour des Etats étrangers dont la volonté est de se munir d'armes de destruction massive. C'est pourquoi, les acteurs dans le domaine de la prolifération cherchent à établir des contacts en Suisse ou tentent, dans certains cas, d'y être présents. A cet égard, les thèmes de la prolifération et du service de renseignement prohibé se rejoignent souvent, dès lors que les activités en matière de prolifération peuvent relever des activités étatiques et doivent être accompagnées de mesures impliquant les services de renseignement, surtout lors d'acquisitions délicates.

Identification d'une organisation d'acquisition pakistanaise

A la fin janvier 2009, la vérification des demandes de visa pour la formation d'une délégation pakistanaise au sein d'une entreprise suisse a permis d'identifier une société écran pakistanaise. En 2008, le client pakistanaise avait acheté une fraiseuse à cette entreprise et voulait ensuite envoyer certains de ses collaborateurs en Suisse pour qu'ils soient formés sur la machine. La vérification des demandes de visa a révélé que l'entreprise pakistanaise opérait en fait comme société écran pour des acquisitions dans le cadre du programme de missiles pakistanaise. Il a ainsi été possible de couper court à d'autres tentatives d'acquisition de cette société pakistanaise en Suisse.

Tentative syrienne d'achat d'une centrifugeuse

Sur la base d'informations relevant du service de renseignement, on a appris, début juin 2009, qu'une entreprise suisse avait exporté une centrifugeuse, vendue à une société syrienne. L'entreprise qui est entrée en contact avec la société suisse s'est présentée comme un intermédiaire envoyé par une entreprise pharmaceutique syrienne. Les vérifications ont indiqué que le destinataire était en réalité un laboratoire de recherche actif dans le programme de missiles syrien. La livraison a pu être bloquée en chemin, notamment grâce aux discussions préventives organisées quelques semaines plus tôt avec l'entreprise suisse. Les contacts ainsi

établis ont permis une collaboration rapide et efficace entre l'entreprise, le Service de renseignement et le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO).

Décisions du tribunal concernant les livraisons illégales vers l'Iran

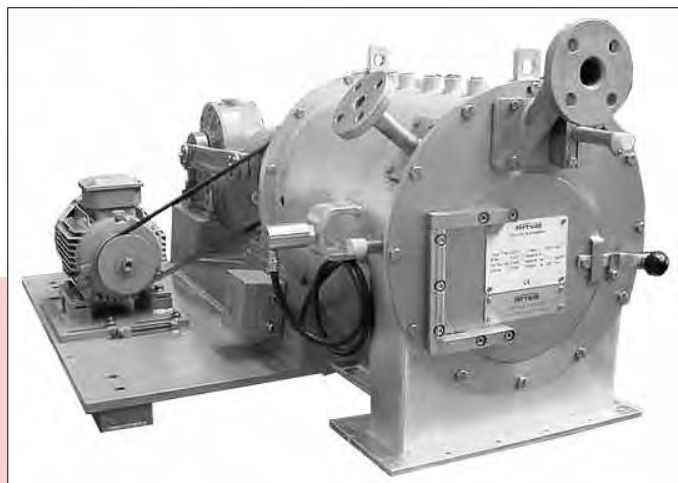
Le 26 mars 2009, le Tribunal pénal fédéral a condamné le gérant d'une société suisse à une peine pécuniaire assortie du sursis et à une amende. La condamnation sanctionnait la livraison illégale de biens utilisés pour les systèmes vectoriels en Iran. La livraison avait été partiellement exécutée en Malaisie et à Hong Kong. Le destinataire final était une entreprise connue en tant qu'acheteur de pièces d'armement au profit de l'Iran. Le Service d'analyse et de prévention (SAP) et le SECO étaient déjà intervenus auprès de l'entreprise en 2003. Par la suite, en 2004, le SECO l'avait soumise à l'obligation de déclarer.

Le 26 octobre, le Tribunal fédéral a accepté le recours du gérant condamné et a suspendu le jugement du Tribunal pénal fédéral. Certes, le SECO l'avait contraint à annoncer les exportations douteuses, obligation à laquelle l'accusé ne s'était indéniablement pas soumis. Le Tribunal fédéral estimait cependant que les conditions de la procédure relative à l'appréciation d'une violation de l'obligation de déclarer

n'étaient pas remplies. Restait donc posée la question de savoir si une inobservation de prescriptions d'ordre, selon l'art. 15a de la loi sur le contrôle des biens, était établie ou non. Une enquête visant à déterminer s'il serait pertinent de modifier les dispositions de la loi sur le contrôle des biens est actuellement en cours.

Programme de prévention et de sensibilisation

Le programme d'exposés à but préventif Prophylax lancé en automne 2004 a aussi été poursuivi durant l'année 2009. Prophylax est un programme de prévention et de sensibilisation dans les domaines de la prolifération et de l'espionnage industriel. Il s'adresse aux entreprises et hautes écoles suisses. Durant l'année sous revue, le Service de renseignement a travaillé en collaboration avec les corps de police cantonaux sur plus de cent contacts. Les entreprises contactées ont généralement réservé un bon accueil aux exposés proposés. La campagne de prévention et de sensibilisation a atteint ses objectifs dans une large mesure. En outre, elle a permis de créer une bonne base de contact avec de nombreuses entreprises, ce qui facilitera la lutte contre la prolifération et l'espionnage industriel. Pour l'avenir, on essaiera de poser des bases similaires avec des instituts de recherche et d'autres hautes écoles.



La centrifugeuse qui, selon des informations, aurait dû être utilisée en Syrie pour la production d'oxydants pour carburants de fusées
[Photo privée]

L'APPRÉCIATION

Principaux défis concernant la politique de sécurité

La propagation des armes de destruction massive et de leurs vecteurs fait partie des principaux défis actuels concernant la politique de sécurité, car elle affaiblit les structures politico-sécuritaires et renforce les facteurs relevant de la volonté politique par rapport aux efforts de régulation politique. De telles tendances ne défendent pas les intérêts d'un petit Etat. Des répercussions directes sont également possibles. Par exemple, l'équilibre des pouvoirs dans la région du Golfe influence l'approvisionnement en énergie de la Suisse, raison pour laquelle cette dernière a intérêt à ce qu'on trouve une solution pacifique et valable à long terme au conflit entourant le programme nucléaire iranien.

En combattant les efforts de pays étrangers pour se procurer des armes de destruction massive, la Suisse prend en considération ses propres intérêts en matière de politique sécuritaire, répond à ses engagements internationaux et protège activement son territoire en tant que terre de production contre l'usage abusif que pourraient en faire des tiers. Puisque la prolifération augmente aussi le risque de voir des armes de destruction massive tomber dans les mains de groupes terroristes, une lutte efficace contre la prolifération suscite un intérêt supplémentaire aux yeux des responsables de la lutte contre le terrorisme.

Prolifération en Suisse

Les conflits au sujet des programmes nucléaires de l'Iran et de la Corée du Nord se sont à nouveau envenimés en 2009. En mai, la Corée du Nord a testé un explosif nucléaire et l'Iran a poursuivi son programme d'enrichissement d'uranium contre la volonté du Conseil de sécurité de l'ONU. Les deux pays ont procédé à de nombreux essais de missiles, qui ont notamment permis d'améliorer la qualité militaire du nouveau missile iranien à moyenne portée Ashura. Les développements décrits montrent que les tentatives d'acquisition illégale de biens à double usage produits dans les pays industriels occidentaux sont encore fréquentes. Dans le cas de la Suisse, l'année sous revue a été marquée par d'importantes tentatives d'entreprises iraniennes de passer outre l'embargo international décrété contre le programme nucléaire et les essais de missiles.

Les tentatives d'acquisition de ces pays et d'autres pays à risques (en particulier le Pakistan et la Syrie) toucheront encore la place industrielle et le secteur de la recherche suisses à l'avenir. La détection précoce de renseignements sur une large échelle à propos de réseaux de prolifération et de tentatives d'acquisition est donc nécessaire. Eu outre, le maintien de contrôles rigoureux et efficaces des exportations, associé à une large sensibilisation de l'industrie et des centres de recherche, reste une pièce maîtresse dans la lutte contre la prolifération et pour la protection de la bonne réputation des entreprises suisses.

Menace ABC en Suisse

Les experts estiment toujours que des attaques utilisant des substances biologiques, chimiques ou radioactives peuvent être commises par des acteurs non étatiques. Pendant l'année sous revue, aucun groupe terroriste possédant des armes de destruction massive n'a cependant émis de menace visant spécifiquement la Suisse. Il n'existe aucun autre indice concret confirmant une telle menace à l'encontre de la Suisse. ■



L'installation iranienne d'enrichissement d'uranium à Natanz
[GEOEYE-1 Prise de vue
du 1er septembre]

4. Service de renseignement prohibé

LA SITUATION

Vue d'ensemble

Pendant l'année sous revue, plusieurs Etats ont poursuivi leur tentative de renforcer leur position économique et politique grâce à l'espionnage. Les services de renseignement cherchent habituellement à savoir comment les décisions politiques d'autres Etats sont prises. Ils essaient d'étudier d'emblée les objectifs et les intentions de ces Etats. Ces informations permettent à leur propre pays de défendre sa position et d'avoir l'avantage lorsqu'ils le représentent. Elles lui indiquent qui, quand et comment influencer d'autres Etats. Les services de renseignement étrangers se procurent des informations et entretiennent des contacts avec des informateurs dans le monde entier, y compris en Suisse. L'existence d'informations provenant des activités de renseignement sur le sujet n'entraîne pas toujours une procédure pénale.

Pendant l'année sous revue, les institutions suisses des domaines économique, administratif et politique ont été dans le viseur des services de renseignement étrangers. Cette réalité s'est également manifestée dans les interdictions d'entrée: en 2009, de telles interdictions ont été prononcées contre des ressortissants de six pays soupçonnés d'activités illégales en lien avec les services de renseignement.

Des réseaux de communication et de TI en danger

Pendant cette même année, il est apparu dans le monde entier que les réseaux des technologies de l'information devaient faire face non

seulement aux attaques générales de nature criminelle mais également au danger de l'espionnage. Ce risque s'applique aux particuliers comme aux institutions publiques, comme l'a montré l'attaque des systèmes du DFAE.

Plusieurs Etats ont renforcé leurs moyens dans le domaine de la défense contre les attaques virtuelles afin de garantir le fonctionnement de leur infrastructure de communication, car le développement des technologies s'accompagne des possibilités de mettre ces dernières en œuvre à des fins d'espionnage.

Condamnation d'un haut fonctionnaire estonien

En février 2009, Herman Simm, haut fonctionnaire du Ministère de la défense estonien, a été condamné à douze ans et demi d'emprisonnement et à une amende s'élevant à environ deux millions de francs suisses pour trahison. En septembre 2008, Herman Simm avait été arrêté pour espionnage pour le compte de la Russie. Il avait été engagé par les services de renseignement pour la première fois à l'époque de l'Union soviétique. En tant qu'espion, il avait entre autres accédé à des informations secrètes de l'OTAN et de l'UE, informations qu'il a transmises au Service des renseignements extérieurs de Russie (SVR).

Les traces de ce cas d'espionnage, qui a causé d'importants dommages à l'OTAN, conduisent aussi en Suisse: l'officier traitant russe de Simm s'est en effet servi aussi de la Suisse comme base logistique pour ses activités d'espionnage.

L'enquête judiciaire ouverte par la Suisse contre Simm a été interrompue, diverses valeurs patrimoniales et biens ont été confisqués.

Espionnage de l'opposition exilée

Pendant l'année sous revue, les opposants maghrébins, asiatiques ou du Proche-Orient exilés en Suisse ont continué de faire l'objet d'observation de la part des services de renseignement de leurs pays d'origine. On a pu le constater en particulier dans le cadre d'événements publics comme des congrès ou des conférences, ainsi qu'à l'occasion de manifestations et d'actions publiques. Les activités liées au renseignement peuvent représenter un danger pour les opposants résidant en Suisse, mais également pour les ressortissants restés au pays, qui s'exposent quant à eux à des poursuites par l'Etat.

Organisations internationales

Les organisations internationales présentes en Suisse ont attiré les services de renseignement étrangers comme des aimants en 2009, ceux-ci espérant que l'espionnage leur permette de faire un bond en avant en matière d'informations.

La Suisse est le théâtre de négociations internationales de première importance et de large portée, et diverses organisations internationales y ont leur siège, ce qui attire l'attention des services de renseignement étrangers. Ces derniers envoient leurs agents sous des couvertures de diplomates ou de membres de délégations afin d'assister aux négociations bilatérales, multinationales et internationales. Ils sondent ainsi les intentions d'autres Etats et établissent des contacts avec des personnes en possession d'in-

formations sensibles. Une méthode classique d'espionnage consiste à « épuiser » les sujets de conversation et est entre autres utilisée par les agents des services de renseignement déguisés en journalistes. Les informations ainsi recueillies auprès de plusieurs partenaires de discussion leur permettent de dresser un tableau général de la situation.

La place financière et économique suisse

Pendant l'année sous revue, on a encore pu observer la présence de membres des services de renseignement étrangers en Suisse. Ces personnes cherchent des informations, tant par des voies légales qu'illégales, qui pourraient se révéler importantes pour leurs intérêts économiques ou pour leur propre site de recherche.

La crise financière et la perte connexe de revenus fiscaux ont incité différents pays étrangers à rechercher activement des informations concernant l'argent de leurs contribuables déposé en Suisse et qui n'aurait pas été imposé à l'étranger ou dans leur pays de résidence. Des vérifications électroniques permettent aussi aux services de renseignement étrangers d'intercepter des données (telles que des entretiens téléphoniques, courriers électroniques) échangées entre les banques suisses et leurs clients. De plus, ils peuvent engager des informateurs au sein de banques suisses à l'intérieur du pays et à l'étranger ou traiter avec des prestataires indépendants qui fournissent leurs données.

D'autres Etats essaient d'empêcher la fuite de capitaux à l'étranger et de renforcer leur propre place financière en recourant à des instruments relevant des services de renseignement.

Etant donné que la Suisse est à la fine pointe

de la technologie dans de nombreux domaines, son savoir-faire est dans le viseur des services de renseignement de plusieurs Etats, qui essaient de profiter de cette avance. Ils tentent d'atteindre ce but de deux manières différentes: d'une part, ils évaluent les informations mises à la disposition du public, par exemple par des entreprises; d'autre part, ils essaient d'établir des contacts avec des sources humaines (human intelligence, HUMINT) par l'entremise de leurs agents, afin d'accéder à des informations sensibles et confidentielles.

L'APPRÉCIATION

Examen des différents intérêts de la Suisse

On entend par espionnage la totalité des actions entreprises au profit d'un Etat, d'une entreprise ou d'une personne et visant à se procurer des informations protégées ou secrètes des domaines militaire, politique, économique, scientifique et technologique au détriment d'un autre pays, d'une autre entreprise ou d'une autre personne. Le service de renseignement prohibé est un délit officiel selon le Code pénal suisse, en vertu des art. 271, 272, 273, 274 et 301. En principe, le Conseil fédéral décide si le Ministère public de la Confédération doit engager des poursuites judiciaires dans les cas d'espionnage représentant un délit politique. Par contre, la violation du secret de fabrication, conformément à l'art. 162 du Code pénal, est un délit poursuivi sur plainte de la juridiction cantonale.

Lorsqu'il s'agit d'organisations internationales et de négociations sur le territoire suisse justement, il faut souvent prendre en compte et comparer les intérêts de la Suisse en matière de politique internationale et de politique de sécurité. Ainsi, la présence d'agents reconnus de services de renseignement étrangers lors de négociations internationales peut être acceptée en toute connaissance de cause dans certains cas.

Durcissement de la concurrence mondiale

Le durcissement de la concurrence mondiale dans les secteurs de l'économie, de la recherche et des finances est constant; par conséquent, il faut continuer de s'attendre à des activités illé-

gales des services de renseignement en Suisse, et au préjudice de la Suisse à l'étranger. C'est la raison pour laquelle les efforts de prévention dans le domaine du contre-espionnage doivent être renforcés. Pendant l'année sous revue, le programme de prévention et de sensibilisation Prophylax a été poursuivi et la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (MELANI) destinée à protéger l'infrastructure de TI de la Suisse est restée active. ■

5. Attaques visant l'infrastructure critique de l'information

LES ÉVÉNEMENTS

- janvier** Un pourriel au contenu équivoque tente de coincer des victimes potentielles sur des sites Internet pornographiques préparés au préalable. Ces sites demandent à l'utilisateur de télécharger un prétendu plugiciel d'animation Flash et de l'installer sur son ordinateur. Le plugiciel contient un cheval de Troie visant les opérations d'e-banking.
- 19 janvier** Une attaque DDoS (Distributed Denial of Service) prenant pour cible les clients de Cablecom provoque une panne d'une bonne heure sur tout le réseau de Cablecom.
- janvier - juin** On observe une vague d'attaques ciblées au cours du premier semestre 2009. Toutes visent les cadres de grandes entreprises. Un courriel rédigé en anglais indique qu'un ordre de paiement a été donné et qu'il faut en vérifier l'exactitude dans le document joint. L'ouverture de ce fichier installe un malicieux.
- juin** A la mi-juin, deux attaques DDoS massives sont enregistrées sur le domaine IP-Plus de Swisscom, ce qui réduit le flux de données.
- octobre** On découvre une attaque professionnelle visant le système de TI du DFAE. Suite à cette découverte, le DFAE déconnecte temporairement son réseau de TI d'Internet.
- novembre** Après la votation sur l'initiative populaire contre la construction de minarets, des sites Web suisses sont défigurés par des attaques échangeant leur page d'accueil et les truffant de déclarations politiques.

Subject: Re: Wire Transfer <Vorname Name des Empfängers>

The wire transfer has been released.

BENEFICIARY : <Vorname Name des Empfängers>

ABA ROUTING# : XXXX92729

ACCOUNT# : XXX-XXX-XXX25

AMMOUNT : \$19,438.16

Please check the wire statement attached and let me know if everything is correct. I am waiting for your reply.

Laura

LA SITUATION

Attaque visant le système de TI du DFAE

En octobre 2009, on a découvert une attaque professionnelle visant le système de TI du DFAE. Des pirates ont installé un logiciel particulier permettant d'accéder à l'infrastructure de TI du Département et de s'y procurer certaines informations. Le DFAE s'est vu contraint de déconnecter brièvement son réseau de TI d'Internet. Cette mesure devait empêcher tout envoi de données vers l'extérieur et rendre impossible la manipulation de la structure informatique par des tiers.

Le Ministère public de la Confédération a ouvert une enquête de police judiciaire qui a révélé tout au plus un lien avec un service de renseignement politique prohibé et un accès indu à un système informatique. Pour gérer les exigences techniques, un groupe d'experts a été mis sur pied, réunissant des spécialistes TI du DFAE, ainsi que des spécialistes de l'Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication (OFIT), de la Police judiciaire fédérale et de MELANI.

Défiguration de sites Web

Depuis le 30 novembre de l'année sous revue, Zone-h, un service faisant état des sites Web défigurés, a enregistré plus de 5000 sites Web suisses déformés. Il s'agit pour la plupart de défigurations de masse, c'est-à-dire touchant plusieurs pages du site. Les pages modifiées contenaient, entre autres, le texte ci-après, renvoyant sans équivoque à l'initiative populaire contre la construction de minarets: « You see ! No need to ban Mosque minarets and be pretty sure

that islam will grow up all over the world ! » (« Vois ! Pas besoin d'interdire les minarets pour être quasi certain que l'Islam va dominer le monde ! »). Fin décembre, le nombre d'attaques de ce type était de nouveau en recul.

Lors d'une défiguration, en anglais « defacement », le pirate utilise la plupart du temps des failles dans la sécurité des serveurs Web. Dans un cas découvert juste après la votation, environ 300 pages d'un fournisseur d'hébergement bernois ont été touchées, parmi lesquelles – aux dires du fournisseur – les sites Internet des sections locales de différents partis politiques. Même s'il s'agissait en majorité de failles de sécurité découvertes au hasard sur des serveurs, au moins un groupe de pirates avait ciblé plus précisément les sites de l'UDC.

De telles défigurations ne sont pas nouvelles. En novembre 2005 par exemple, après la victoire de l'équipe nationale de football lors du match de barrage contre la Turquie offrant à la Suisse sa qualification pour la Coupe du monde, des réactions violentes ont été observées sur Internet. De nombreux forums sur des serveurs suisses ont été victimes d'attaques et des sites Web ont été déformés. Des slogans tels que « Welcome to hell » ou « Made in Turkey » y apparaissaient. Sur l'un des sites, on trouvait l'hymne national turc et des citations d'Atatürk. Pendant l'Euro 2008, lors du match opposant la Croatie à la Turquie, des pirates présumés turcs ont également manipulé le site Internet du Ministère croate des affaires étrangères. En lieu et place du contenu habituel, le site affichait un drapeau turc.

Exemple de courriel infecté d'un maliciel tels qu'ils ont été utilisés contre de grandes entreprises

Attaques au moyen de maliciels

L'analyse des maliciels utilisés contre les cadres de grandes entreprises au cours du premier semestre de l'année sous revue a révélé que toutes les listes consultées dans l'explorateur Windows, tous les sites Web visités au moyen du navigateur Internet, ainsi que toutes les données de formulaires enregistrées, étaient répertoriés et envoyés à diverses adresses de serveurs. Ces serveurs, programmés de manière fixe dans le maliciel, ont par la suite pu être identifiés et désactivés.

Des vagues similaires ont été observées au niveau international. On ignore toutefois combien de courriels de ce genre ont été envoyés. Ils étaient destinés presque exclusivement à des cadres d'entreprises, ce qui permet de conclure qu'il s'agissait d'une attaque ciblée. Il semble qu'il y ait déjà eu une vague de pourriels à la fin décembre 2008 contenant le même énoncé. Cette première vague avait cependant un autre document joint et n'avait pas été aussi bien ciblée. Il n'a pas été possible de découvrir qui se cachait derrière ces attaques et quel était le but poursuivi. Les voies classiques de diffusion de maliciels par courrier électronique ne sont plus vraiment efficaces, car les utilisateurs y ont été largement sensibilisés dans l'intervalle. Les vecteurs d'attaque se sont donc déplacés et les infections par sites Web (infections « drive-by ») sont désormais plus courantes.

Déplacement du vecteur d'attaque vers les infections par sites Web

En janvier 2009, on a observé diverses vagues de pourriels diffusant le maliciel Gozi. Gozi est la troisième famille de chevaux de Troie dans

le domaine de l'e-banking et vise les clients des institutions financières suisses. Le maliciel emmenait l'utilisateur sur une fausse page du journal gratuit « 20 Minuten », où il était censé télécharger un plugiciel. L'objet faisait entre autres référence à l'extension de la libre circulation des personnes à la Bulgarie et à la Roumanie. Etant donné qu'il s'agissait là d'un thème faisant l'objet d'une votation peu après l'envoi du courriel et que l'expéditeur se faisait passer pour un journal gratuit suisse, cette attaque ressemblait à un envoi ciblé de courriels.

De manière générale, les attaques impliquant des chevaux de Troie visant l'e-banking ont baissé considérablement dès janvier. Il semble que l'infection d'ordinateurs par la distribution de pourriels n'était plus assez rentable. Les pirates ont recouru de plus en plus à d'autres procédures, utilisant par exemple les faux logiciels de sécurité appelés rogues. Un rogue est un maliciel qui prétend avoir détecté des parasites sur un ordinateur, mais n'être en mesure de les supprimer que moyennant l'achat d'une version payante.

Attaques DDoS

Le 19 janvier, une attaque DDoS (Distributed Denial of Service) visant un client de Cablecom a fait augmenter le débit Internet de celui-ci de plusieurs gigaoctets par seconde. Les services Internet et de téléphonie de l'agglomération zurichoise et des environs, mais aussi d'autres régions, ont été limités voire même totalement indisponibles à la suite de cette attaque. Cablecom a donc dû dévier le trafic Internet par une ligne Internet de rechange au sein du réseau international. Il a ensuite été possible de mettre

un terme au trafic perturbateur aux points d'entrée du réseau fédérateur de Cablecom et de l'Internet à l'échelle internationale. Selon les informations de Cablecom, environ un tiers des clients de l'agglomération zurichoise, soit environ 90 000 raccordements, ont été touchés par cette attaque.

Deux autres attaques DDoS visant le domaine IP-Plus de Swisscom avaient pour objectif de forcer Swisscom à retirer du réseau un fournisseur Internet spécialisé entre autres dans les services érotiques. Cette attaque a atteint une vingtaine d'autres clients majeurs de Swisscom; certaines pages d'accueil n'étaient temporairement plus accessibles. Même lorsqu'une attaque DDoS vise directement un site Web, la plupart des sites qui se trouvent sur le même serveur ou dans le même réseau subissent également des répercussions. Le contrat entre Swisscom et le client visé par l'attaque a été annulé, la priorité étant de veiller aux intérêts des autres clients.

En Suisse, diverses attaques DDoS ont déjà été enregistrées. Souvent, ce sont des sites Web à contenu pornographique qui sont attaqués. Dans le cas de Swisscom, les auteurs ne s'en sont pas seulement pris directement à la cible; en attaquant l'infrastructure du fournisseur, ils ont aussi voulu l'inciter à se séparer de ce client. On ignore si l'objectif était le même pour l'attaque de Cablecom. En effet, l'éventail des attaques DDoS est large, allant de la volonté de perturber le commerce sur Internet d'un concurrent au chantage classique.

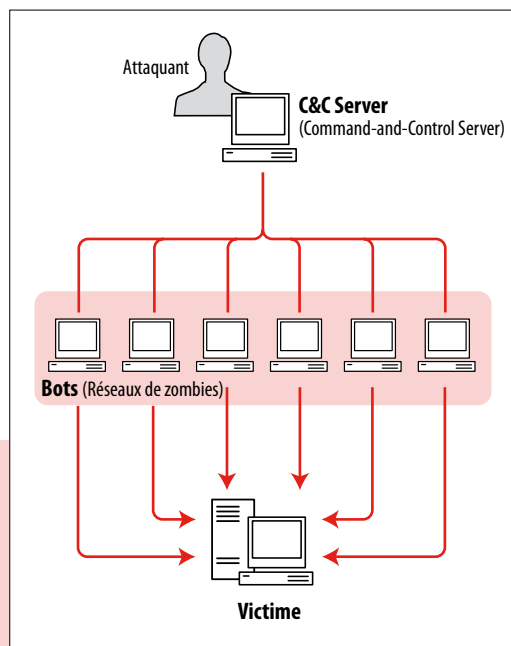


Schéma d'une attaque DDoS

L'APPRECIATION

Nouveaux vecteurs d'attaque

De nouvelles manières de pénétrer dans des ordinateurs étrangers se profilent à l'horizon: les vecteurs d'attaque. Pour diffuser des maliciels, les pirates recourent de plus en plus au vecteur de l'infection par site Web (drive-by). De plus en plus, des sites Web sont piratés et pourvus de codes malveillants qui font que l'ordinateur du visiteur s'infecte lui-même simplement en consultant le site (drive-by, littéralement « en passant »). Les sites Web piratés sont souvent des sites faisant des offres sérieuses et populaires. L'attaque elle-même se fait en plusieurs étapes: tout d'abord, un code est implémenté dans le site piraté, qui sert à détourner l'utilisateur et à l'envoyer sur un serveur tiers en arrière-plan. Ensuite, plusieurs étapes servent à vérifier quels sont les programmes installés sur le terminal et à définir s'il ne pourrait pas s'agir d'une version obsolète présentant des failles de sécurité. Le cas échéant, un maliciel est envoyé à l'ordinateur en ciblant l'une de ces failles et infecte ainsi le système. De telles lacunes de sécurité ne concernent pas uniquement le navigateur, mais aussi les plugiciels connexes comme Flash et Acrobat Reader.

Structures des prestations dans la cybercriminalité

Malgré des améliorations techniques constantes, les moyens dont disposent les cybercriminels ont peu évolué. Ainsi, on continue de recourir aux chevaux de Troie et au hameçonnage pour accéder aux données personnelles d'autrui (inciter une victime à divulguer, sur une page Web falsifiée, ses données de login et ses mots de passe). Comme par le passé, les réseaux de bots (ordinateurs infectés par des maliciels, souvent contrôlés à distance par des tiers, à l'insu de leur propriétaire) sont le principal moyen d'arriver à ses fins et sont toujours aussi nombreux. Les failles de sécurité continuent de jouer un rôle primordial dans la propagation des maliciels.

Ce qui a changé en revanche, c'est l'établissement de structures de prestations dans le milieu des cybercriminels. Aujourd'hui, ces derniers ne travaillent plus en groupes indépendants mais en réseaux qui se concentrent sur différentes missions et échantent leurs informations. Chaque cybercriminel cherche une niche et essaie ensuite de proposer son produit sur le marché. Les malfaiteurs sont ainsi à même de s'adapter à de nouvelles situations.



Code-source d'un site web infecté

L'utilisateur de l'ordinateur comme point faible

La menace que représente l'espionnage ciblé existe toujours, tant pour les Etats que pour les entreprises. Outre les mesures de protection technique, la sensibilisation des utilisateurs d'ordinateurs et la clarté des directives concernant la manière de traiter les documents et les fichiers jouent un rôle essentiel pour lutter contre cette menace. Car les utilisateurs représentent aussi une possibilité d'accéder aux ordinateurs: des recherches préalables détaillées sur des victimes potentielles facilitent l'exploitation de leur crédulité.

Systemes Scada

Les systèmes appelés Scada (Supervisory Control and Data Acquisition) sont utilisés pour la surveillance, le contrôle et la commande d'installations industrielles ou d'infrastructures de distribution de biens vitaux tels que l'électricité, l'eau, le carburant, ainsi que dans les domaines du transport et de la circulation. Sans les technologies de l'information et de la communication (TIC), leur utilisation est impensable. Les systèmes Scada actuels utilisent de plus en plus les technologies Internet afin de communiquer avec un ordinateur central. Par conséquent, les systèmes Scada subissent les mêmes menaces qu'Internet concernant les maliciels et le piratage. La sécurité de ces systèmes essentiels au fonctionnement des sociétés modernes doit donc être accrue. Il ne s'agit pas seulement de barrer la route aux attaques de pirates (sabotage), mais aussi de minimiser les dérangements techniques qui peuvent causer l'effondrement de ces systèmes. ■

Le nouveau Service de renseignement de la Confédération

Un nouvel instrument de la politique de sécurité

Depuis le 1^{er} janvier 2010, il existe en Suisse un nouvel instrument de la politique de sécurité, le Service de renseignement de la Confédération (SRC).

Ce nouveau service est issu du regroupement du Service d'analyse et de prévention (SAP) et du Service de renseignement stratégique (SRS). Grâce à une mise à profit des synergies et une orientation conséquente vers les besoins des utilisateurs, un service de renseignement efficace et adapté aux exigences modernes a ainsi été créé. À l'avenir, le SRC sera l'interlocuteur pour tous les échelons de la Confédération et des cantons.

Ce qui n'a pas changé

Les partenaires et les utilisateurs des prestations du SRC restent les mêmes.

En Suisse, il s'agit des responsables de la conduite politique et militaire du pays, ainsi que de l'administration fédérale, en particulier le:

- Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS)
- Département fédéral de justice et police (DFJP)
- Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)
- Département fédéral de l'économie (DFE).

Les cantons, y compris 84 agents de protection de l'Etat financés par la Confédération, font également partie de cette liste.

À l'étranger, le SRC entretient des contacts avec plus de 100 services de renseignement, de police et de sécurité dans le monde. Ces contacts bilatéraux et multilatéraux sont tous approuvés par le Conseil fédéral.

Les bases légales pour les activités et par conséquent pour les mandats du SRC sont également restées les mêmes.

Conformément à la loi fédérale sur le renseignement civil (LFRC):

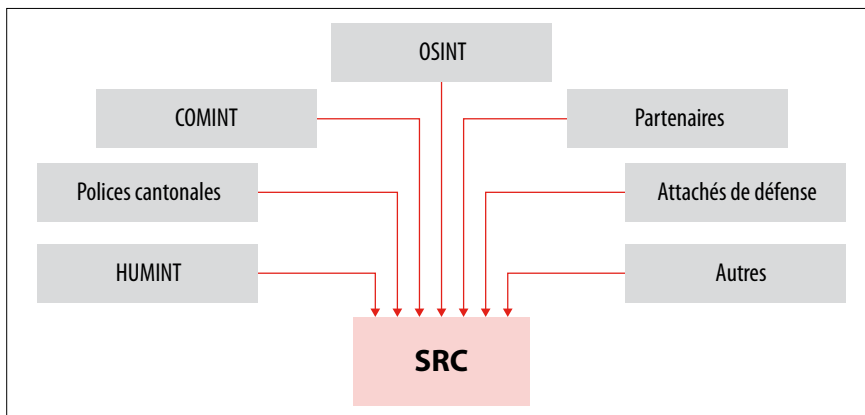
- le SRC acquiert et évalue des informations sur l'étranger importantes en matière de politique de sécurité;
- le SRC accomplit des missions de renseignement dans le domaine de la sûreté intérieure selon la LMSI;
- ce service garantit une analyse globale de la menace.

Conformément à la loi fédérale instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure (LMSI):

- le SRC détecte et combat les dangers liés au terrorisme, aux activités de renseignement prohibées, à l'extrémisme violent et à la prolifération; et
- il détecte les attaques contre des infrastructures d'information sensibles.

L'acquisition des informations en Suisse et à l'étranger se poursuit de manière séparée comme auparavant.

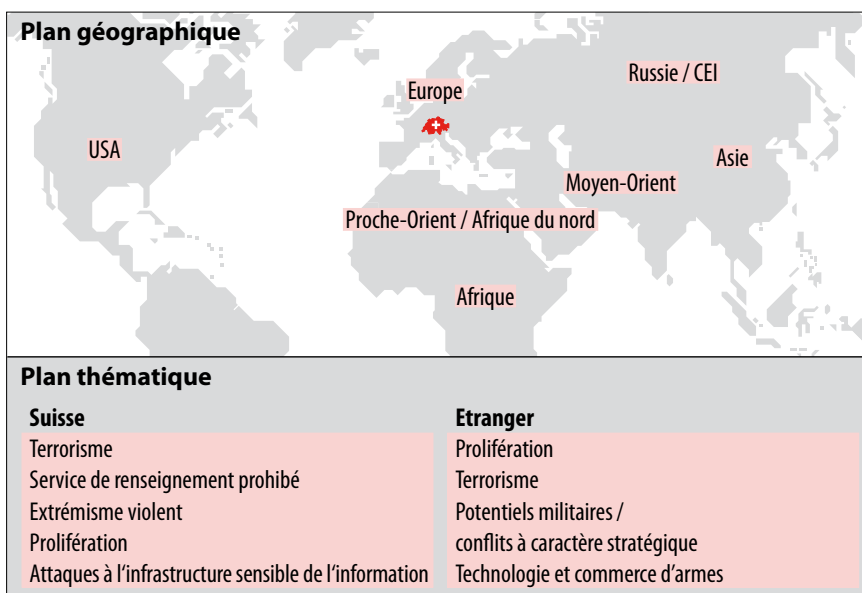
Pour acquérir des informations, le SRC continuera aussi à utiliser les moyens de renseignement ainsi que des sources publiques, nommés senseurs:



Les domaines d'intérêt sur le plan thématique et géographique ne sont pas modifiés.

En Suisse, ces domaines concernant le terrorisme et l'extrémisme violent, la prolifération, les attaques à l'infrastructure sensible de l'information et les activités de renseignement prohibées. A l'étranger, les domaines d'intérêt du SRC sur le plan thématique restent la prolifération, le terrorisme, l'évolution des forces armées, les engagements militaires extérieurs et la technologie et le commerce d'armes.

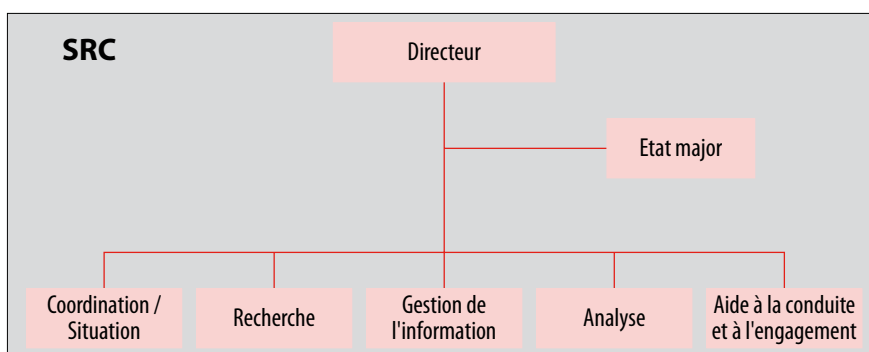
Au niveau géographique, l'intérêt se concentre toujours sur l'Europe, la Russie et les Etats de la CEI, le Proche-Orient et l'Afrique du nord, le Moyen-Orient, l'Asie, les Etats-Unis et ponctuellement l'Afrique (voir graphique).



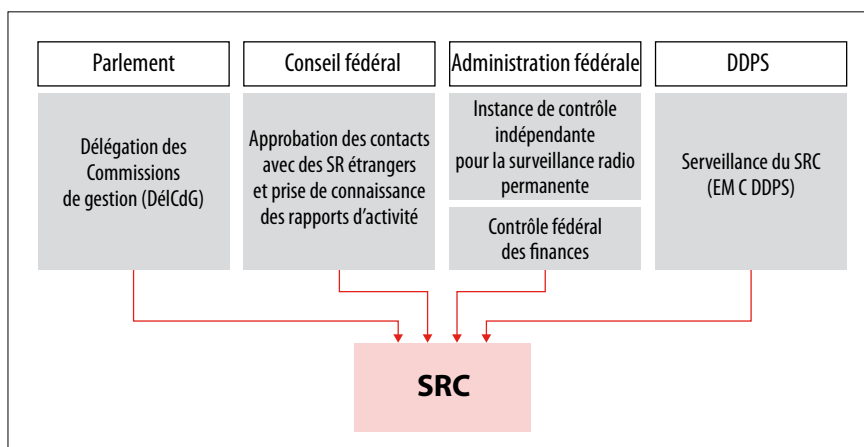
Les nouveautés

C'est un nouveau service avec une nouvelle culture qui a été mis en place. Son organisation est orientée de manière conséquente vers les besoins des utilisateurs de ses prestations.

Les services d'analyse et les autres services de recherche de renseignement en Suisse et à l'étranger ont été regroupés. Un nouveau domaine « Coordination / Situation » a été créé.



Avec le regroupement du SRS et du SAP, la surveillance des services de renseignement doit être harmonisée, ce qui contribuera à créer davantage de transparence. Le contrôle du SRC comportera dorénavant quatre échelons. La surveillance des services de renseignement, établie depuis janvier 2009 au DDPS, a pour tâche de surveiller les activités des services de renseignement quant à leur légalité, leur bien-fondé et leur efficacité. Cet organe de contrôle est directement subordonné au chef du DDPS et à son Etat-major sur le plan administratif. Ce service fait directement rapport au chef du département et accomplit ses activités de contrôle de manière indépendante.



Dans la nouvelle ordonnance sur le Service de renseignement de la Confédération (OSRC), il est prévu, dans le cadre de la législation en vigueur, d'attribuer des tâches et des compétences supplémentaires à cet organe de contrôle. Ces compétences doivent aussi lui permettre d'obtenir des informations et de consulter les données de la Confédération auprès des organes d'exécution cantonaux, pour autant que ces données soient liées à la collaboration avec le SRC. ■

Liste des abréviations

ACI.....	Autorité de contrôle indépendante
ALF	Front de libération des animaux
AQMI	Al-Qaïda dans le Maghreb islamique
AQPA.....	Al-Qaïda dans la péninsule arabique
ARM.....	Milice pour les droits des animaux
AZOT	Action cirque sans animaux
B&H.....	Blood & Honour
CERN.....	Centre Européen pour la Recherche Nucléaire
COMINT.....	Communication Intelligence
DDoS	Distributed Denial of Service
DDPS	Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports
DéICdG	Délégation des Commissions de gestion
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères
DFE.....	Département fédéral de l'économie
DFJP.....	Département fédéral de justice et police
DTP.....	Parti pour une société démocratique
GAFI	Groupe d'action financière
HLS.....	Huntingdon Life Sciences
HUMINT	Human Intelligence
LFRC	Loi fédérale sur le renseignement civil
LMSI.....	Loi fédérale du 21 mars 1997 instituant des mesures visant au maintien de la sûreté intérieure
LTTE	Tigres de libération de l'Eelam tamoul
Melani	Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information
MFAH	Militant Forces Against Huntingdon Life Sciences
mg	militante groupe
MIO.....	Mouvement islamique d'Ouzbékistan

MROS	Bureau de communication en matière de blanchiment d'argent
OFIT.....	Office fédéral de l'informatique et de la télécommunication
OMC	Organisation mondiale du commerce
OSINT.....	Open Source Intelligence
OSRC	Ordonnance sur le Service de renseignement de la Confédération
OTAN.....	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
PC p-m.....	Partito comunista politico-militare
PETN	Nitropentane
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan
PSN	Parti des Suisses Nationalistes
RAZ	Reconstruction révolutionnaire de Zurich
RJZ.....	Jeunesse révolutionnaire de Zurich
SAP	Service d'analyse et de prévention
Scada.....	Supervisory Control and Data Acquisition
SECO	Secrétariat d'Etat à l'économie
SHAC.....	Stop Huntingdon Animal Cruelty
SHS	Hammerskins suisses
SRC.....	Service de renseignement de la Confédération
SRI	Secours Rouge International
SRS	Service de renseignement stratégique
SVR.....	Service des renseignements extérieurs de Russie
TIC	Technologies de l'information et de la communication
TYO	Tamil Youth Organisation
UÇPMB	Armée de libération pour Presevo, Bujanovac et Medvedja
UDC.....	Union démocratique du centre
UDI	Union du Djihad islamique
WEF	Forum économique mondial

Rédaction

Service de renseignement
de la Confédération SRC

Clôture de la rédaction

31 mai 2010

Contact

Service de renseignement
de la Confédération SRC
Papiermühlestrasse 20
CH-3003 Berne
E-mail: info@ndb.admin.ch
Téléphone: +41 (0)31 323 95 84
www.src.admin.ch

Diffusion

OFCL, Vente des publications fédérales,
CH-3003 Berne
E-mail: verkauf.zivil@bbl.admin.ch
www.publicationsfederales.admin.ch
No d'art. 503.001.09f

Copyright

Service de renseignement
de la Confédération SRC, 2010

LA SÉCURITÉ DE LA SUISSE

Service de renseignement de la Confédération SRC

Papiermühlestrasse 20

CH-3003 Berne

Téléphone: +41 (0)31 323 95 84

www.src.admin.ch